

n° 733 — 4 F
du 10 MARS au 16 MARS 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

à Madrid
l'eurocommunisme

suspens...

**la gauche
gagnante ?**



Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F

pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Besançon, du rose au rouge. *Cl. Deslhiat.* P. 4
 Dole : sous la bannière de l'autogestion. P. 5
 Lettre ouverte à M. Pflimlin. P. 6
 Piétaille patronale. *F. Turquan.* P. 7

Briser la chaîne

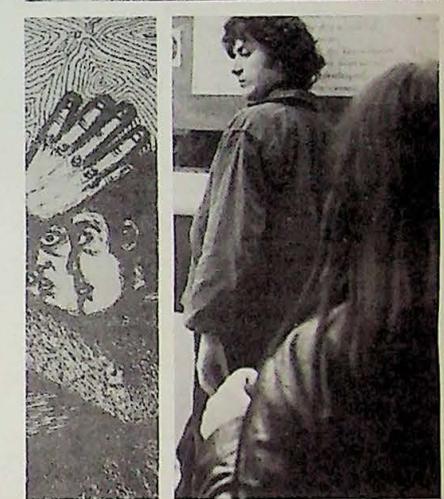
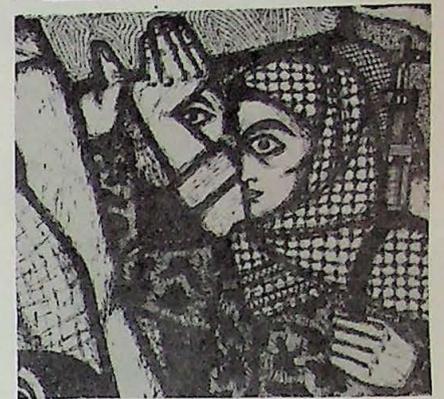
- Rehault à Fougères la godasse, c'est pas le pied. *F. Claire.* P. 8
 La circulaire du CNPF : la vraie nature de FO. *Y. Sparfel.* P. 9
 Travailler au pays. *M. Camouis.* P. 10
 CIT : un groupe entreprise naît. P. 10

Et pourtant elle tourne

- L'eurocommunisme à Madrid : oui, mais... *Victor Fay.* P. 11
 Georges Marchais et les dissidents soviétiques. P. 11
 Liban : la nuit syrienne. *Ph. Marielle.* P. 12

Les armes de la critique

- Jacques Kræmer à Tribune : « Sauvegarder la magie ». *F. Gastellier.* P. 14
 Télé : points de vue. *R. Lanarche.* P. 15
 Le concours photo de Tribune socialiste. P. 16



Sonacotra : le 9 mars les « dossiers » étaient vides

Depuis deux ans, des milliers de résidents des foyers Sonacotra sont en grève pour protester contre des conditions de logement inacceptables.

Ils ont élu une structure de coordination de la lutte et ils se sont regroupés autour d'une plate-forme revendicative dont les points principaux sont :

- diminution des loyers de 100 F (blocage des loyers) ;
- reconnaissance du statut de locataire ;
- reconnaissance des comités de résidents et du Comité de coordination élu par les résidents des foyers.

Les autorités concernées ont toujours refusé de négocier. Par contre, au mois d'avril 76, le ministre de l'Intérieur expulse, employant la procédure d'urgence, 18 responsables du mouvement. Il faut attendre le mois de septembre pour que le ministre de l'Intérieur tente de justifier ces expulsions et on attend toujours que les recours déposés au Conseil d'Etat soient examinés.

Le 14 juin 1976, des résidents des foyers portent plainte contre la société Sonacotra pour pratique de prix illicite. Cette plainte n'est toujours pas instruite. Par contre, des procédures de

saisie-arrêt sont menées d'urgence contre les résidents pour non-paiement des loyers, et le tribunal de Montreuil a déjà statué pour la saisie-arrêt.

Les personnalités soussignées dénoncent la justice à deux vitesses.

Elles demandent :

- que le recours soit examiné très rapidement par le Conseil d'Etat ;
- que la plainte pour pratique des prix illicite soit instruite ;
- l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre les résidents et l'ouverture de véritables négociations avec le Comité de coordination.

Ageneau Robert (éditeur) ; Akika Ali (cinéaste) ; Abdou Achouba (revue *Cinéma arabe*) ; Amelle Jean-Loup (chef de travaux en sciences sociologiques à l'Ecole pratique des hautes études) ; Baugour (directeur de la MJC, Paris 5^e) ; Brunie Patrick (cinéaste) ; Brunie Mireille (édition cinéma) ; Boniol Viviane (assistante sociale) ; de Beauvoir Simone ; Bois Robert (pasteur, secrétaire général de la Cimade) ; Bourdet Claude (PSU) ; Bourguet Christian (avocat) ; Blanquart Paul (dominicain) ; Berger Claude (dentiste) ; Boonstra Arie (ingénieur) ; Briachi Françoise (avocate) ; Bridier Manuel (économiste) ; Beaudoux-Kouats Edith (maître-assistante à la Sorbonne, ethnologie) ; Blanchard Gérard (magistrat, bureau du syndicat de la magistrature) ; Barthes Roland (professeur au Collège de France) ; Barrau Jacques (sous-directeur au Museum national de sciences naturelles) ; Bensa Alban (assistant d'ethnologie à Paris V) ; Bazin Jean (maître-assistant à Paris V) ; Bonnaff Pierre (chargé de recherche en sociologie au CNRS) ;

Jean (écrivain) ; Chatagner Jacques (professeur agrégé) ; Cabu Isabelle (directrice de *La Gueule ouverte*) ; Casalis Georges (théologien) ; Casamitjana Ramon (Parti socialiste) ; Chapouille Guy (université de Paris VIII) ; de Certeau Michel (société de Jésus) ; Charbonnier François (pasteur, secrétaire général d'Action tricontinentale) ; Cardonnel Jean (dominicain) ; Chaîne Renée (avocate) ; Combes Michel (*Vie Nouvelle*) ; Caul Futy Louis (secrétaire général de la Confédération syndicale du cadre de vie) ; Cresswell Martine (assistante d'ethnologie à Paris V) ; Dagoneau Jean-Marie (cinéaste) ; Didierjean Alain (cinéaste) ; Diallo Siradiou (journaliste à *Jeune Afrique*) ; Depreux Edouard ; Desbois Gérard (président de la FASTI) ; Dakeyo Paul (poète) ; Davezies Robert ; Delord Christian (pasteur) ; Didnersergent Lucienne (avocate) ; Dujardin Roger (prêtre) ; Delergo Paul (journaliste à *Témoignage chrétien*) ; Defert Daniel (sociologue, Paris VIII) ; Dubroux Daniel (cinéaste) ; Dumont René ; Deseez Sylviane (magistrat, Syndicat de la magistrature) ; Deslhiat Claude (rédactrice à *Tribune socialiste*) ; Etienne Michel (journaliste à *Tribune socialiste*) ; Escande Catherine (médecin) ; Fargier Jean-Pierre (professeur de cinéma) ; Faye Victor (journaliste, membre de la DPN du PSU) ; Faye Safi (cinéaste) ; Franck André (conseiller juridique à la CFDT) ; de Felice Jean-Jacques (avocat) ; Guilloux Jean (prêtre) ; Garcia Manuel (acteur de cinéma) ; Guerin Daniel (écrivain) ; Henebelle Guy (critique de cinéma) ; Hamon Lucienne ; Hayatou Bobo (avocat) ; Henriest Marcel (pasteur) ; Hourdin Georges (journaliste, écrivain) ; Jacques André (directeur du service réfugiés de la CIMADE) ; Jeanson André ; Jospin Lionel (Parti socialiste, responsable des questions internationales) ; Joxe Alain (sociologue) ; Jankelevitch Vladimir (philosophe) ; Jacobi Daniel (avocat) ; Kiesman G. (avocat) ; Khayatti Khemais (revue *Cinéma arabe*) ; Leblanc Bernard (SNES) ; Langlois Denis (avocat) ; Langlois Denis (avocat) ; Lambert Bernard (paysan-travailleur) ; Legouy André (société de Jésus, président du GISTI) ; Legarrec Jean (Parti socialiste, responsable national des travailleurs immigrés) ; Leclerc Henri (avocat) ; Leduc Victor (secrétaire national du PSU) ; Laymarie Philippe (journaliste) ; Lefevre Jean-Dominique (ingénieur) ; Laudouze André (journaliste) ; Lentin Albert (journaliste) ; Lemasson Yan (cinéaste) ; Leperon Serge (cinéaste) ; Louis Michel (secrétaire général adjoint de la

Confédération syndicale du cadre de vie) ; Menga Guy (écrivain, journaliste) ; Marinho Celestino (journaliste) ; Millère Guy (professeur de cinéma) ; Med Hondo Ali (cinéaste) ; Matarasso Léon (avocat) ; Mousel Michel (secrétaire national du PSU) ; Mandessi Bell Christiane (avocate) ; Mury Francis (libraire) ; Meillassoux Claude (économiste) ; Mignard Jean-Pierre (avocat) ; Massia Gustave (économiste) ; Morin Violette (maître-assistante à l'Ecole pratique des hautes études, sciences sociales) ; Mairiot André (Centre oecuménique de liaison internationale) ; Morin Edgard (directeur de recherche au CNRS) ; Ngouat Pierre (ingénieur) ; Nallet Thérèse (journaliste à *Croissance des jeunes nations*) ; Nativi François (avocat) ; Noirot Paul (directeur de *Politique hebdo*) ; N'Dongo Sally ; Noguères Henri (président de la Ligue des droits de l'homme) ; Oswald Pierre-Jean (éditeur) ; Ousmane Sembene (cinéaste) ; Ovnas Jane ; Peron Serge (professeur de cinéma) ; Pollac Dominique (journaliste) ; Pannequin Roger (ancien FTP) ; Pryn Denis (librairie) ; Pacot Simone (avocate) ; Piaget Charles (secrétaire national du PSU) ; Peter Roger ; Pialoux (maître-assistant à Paris V) ; Piau Marc (chargé de recherche en ethnologie au CNRS) ; Rossi Raoul (réalisateur de cinéma) ; Reberieux Madeleine ; Revault d'Alones Olivier (université Paris II) ; Rodrigue Renée (avocate) ; Ravenel Bernard (PSU, responsable des questions internationales) ; Rey Michelle (journaliste) ; Roy Claude (écrivain) ; Rubinstein Carrera Hélène (avocate) ; Riboulet Pierre (architecte) ; Rosenczweig Jean-Pierre (magistrat, bureau du Syndicat de la magistrature) ; Rouch Jean (CNRS) ; Sanchez José (rédacteur en chef de *Tribune socialiste*) ; Sokhona Sidney (cinéaste) ; Sartre Jean-Paul ; Schwartz Laurent ; Schilling Hubert (journaliste) ; Sergent Bernard (agrégé de l'Université) ; Terrasson Madeleine (avocate) ; Touraine Alain (directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études) ; Terrel Irène (avocate) ; Vincent Jean-Marie (professeur de sciences politiques) ; Verdier Jean-Maurice (professeur à l'université Paris XI) ; Vigier Jean-Pierre (chercheur au CNRS) ; Wendeville Stéphanette (professeur de théâtre).

Les signatures continuent à être centralisées à la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) : 4, square Vitruve, 75020 Paris.



Photo Jean Brochier.

Le mouvement des soldats vient de franchir un pas important. Comme ils l'ont annoncé dans une conférence de presse à Lyon, le 5 mars, pour la première fois, sept comités de soldats (1) proposent à tous les soldats d'une même région, de lutter en même temps sur la même revendication. La coordination Rhône-Alpes des comités de soldats entame, en effet, une campagne pour l'élection de délégués des soldats, à bulletin secret, afin de les représenter auprès de la hiérarchie militaire sur tous les aspects de la vie quotidienne dans les casernes (sécurité, hygiène, formation militaire, missions, discipline...). Ces délégués seraient donc de fait, des délégués syndicaux ; logiquement la coordination demande un local pour qu'ils puissent se réunir.

Dans le prochain TS nous publierons des extraits de l'appel rédigé par la coordination — appel à diffuser très largement ■

Comités du 93^e RAM, Grenoble ; 7^e BCA, Bourg-St-Maurice ; 75^e RI, Valence ; BA 725, Le Bourget-du-Lac ; BA 942, Lyon Mont-Verdun ; 4^e RG Vallonne, Quartier général Frère Lyon.

éditorial

L'ENJEU DES MUNICIPALES

SELON une estimation provisoire, le PSU sera présent pour la bataille des municipales dans 338 villes dont 101 de plus de trente mille habitants. Dans les cas les plus nombreux (250 environ) nos candidats figurent sur des listes d'union avec les partis de gauche. Pour le reste, il s'agit, à quelques exceptions près, soit d'accords avec le seul PC, soit de listes autogestionnaires, là où l'accord avec les forces de gauche s'est avéré impossible. C'est dire que nos militants ont, dans leur grande majorité, saisi cette occasion de participer au combat politique et d'y faire progresser le courant autogestionnaire.

La présence du PSU sur des listes d'union répond d'ailleurs aux désirs d'une très large partie des électeurs de gauche, si l'on en croit un récent sondage du *Matin de Paris* qui estime à 70 % le nombre des électeurs parisiens de gauche favorables à l'ouverture de ces listes au PSU. De toute évidence, ces élections vont constituer un test décisif, une étape d'une grande portée dans la vie politique française. Elles seront le prélude de la bataille pour l'exercice du pouvoir.

Une forte progression de la gauche aux municipales lui ouvrirait la perspective de la victoire aux législatives et de la conquête du gouvernement. Elle aggraverait les contradictions internes à la majorité. La crise politique de la droite pourrait déboucher sur une crise institutionnelle qu'esquisse déjà l'affrontement Giscard-Chirac.

MAIS c'est surtout en termes de mobilisation populaire qu'un succès de la gauche peut être riche de conséquences. Par leurs résultats, les élections municipales peuvent, en effet, donner confiance aux travailleurs et cela à un double titre. D'abord, parce qu'elles rendront plus concrète l'échéance politique décisive, et qu'elles augmenteront les chances d'une issue favorable. Mais aussi, parce qu'elles offriront aux travailleurs, à travers les municipalités conquises, autant de points d'appui supplémen-

taires pour leur lutte quotidienne contre le chômage, la répression patronale, la politique menée avec brutalité par le pouvoir pour stabiliser la situation économique à leurs dépens.

Face à cette politique infiniment dangereuse et menée avec résolution, la gauche doit approfondir la perspective qu'elle offre aux travailleurs (et non aux patrons, comme paraissent le croire certains, cédant à l'éternelle tentation du compromis négocié avec un ennemi résolu d'avance à ne pas en respecter les termes), en préparant les mesures institutionnelles et économiques susceptibles sinon d'abattre du moins de neutraliser l'adversaire.

ELLE doit mettre en œuvre les moyens qui sont le plus profondément les siens : mobiliser les travailleurs, créer les conditions de leur entrée dans l'action, trouver les formes de cette intervention qui peut, et elle seule, contrecarrer la politique du pouvoir.

La commune doit être le lieu privilégié de cette mobilisation. Elle peut être le terrain où les organisations politiques, ouvrières rencontrent les travailleurs autrement que par voie d'affiches, leurs offrent les moyens et les structures permettant de les associer aux débats qui les concernent, de leur donner un droit de contrôle sans entraver sur les décisions prises. C'est à travers de nouvelles formes de gestion communale, celle-ci cessant d'être extérieure aux habitants, que l'attentisme pourra être surmonté, la lutte contre le patronat et le pouvoir développée la défaite de la droite rendue possible.

Ce sont ces thèmes que nos militants défendent dans la campagne des municipales, quelle que soit la liste à laquelle ils participent, et sur lesquels ils se battront s'ils sont élus.

Victor LEDUC ■

humeur: Paris brûle-t-il ?

Moscou, le 7 mars. N'en déplaise aux services officiels français dont la tâche principale semble être de tout minimiser, pour le Moscovite moyen qui voit la capitale française à travers les journaux, Paris semble abandonné à une bien triste aventure. Lundi nous avons encore appris ici qu'une boîte de nuit avait brûlé près de la gare Montparnasse. Cela s'est passé, paraît-il, en pleine nuit et à tous les correspondants étrangers accourus en hâte, la police aurait été incapable de fournir la moindre précision sur l'origine de l'incendie et de démentir ou confirmer la rumeur selon laquelle une explosion aurait été entendue dans le voisinage peu avant que les premières flammes apparaissent.

Nous ne manquons pas ici, de rapprocher ce curieux sinistre de ceux qui ont détruit trois hôtels parisiens au cours des derniers mois. D'autre part, comme le hasard a voulu que l'envoyé spécial permanent de *La Pravda*, en sortant du Reginskaïa, ait été témoin d'un début d'incendie dans les poubelles de l'annexe des anciens bureaux de ministère de l'Éducation nationale, nous nous demandons si vous n'êtes pas à la veille d'un nouveau printemps chaud. Dans *Les Izvestia*, notre *France-Soir*, un commentateur et élyséologue distingué, se demande même si Cohn-Bendit n'est pas en train de reconstituer un réseau clandestin décidé à frapper les imaginations avant de sortir de l'ombre le premier jour du printemps. Et ce, d'autant plus qu'un examen attentif de la vie parisienne des derniers mois a permis à plusieurs de nos journaux de constater un grand nombre d'incendies dans les vingt arrondissements de cette ville. Pour les cas les plus graves, l'éditorialiste de la *Litteraturnaïa Gazeta*, un journaliste chevronné qui conserve précieusement le plan de Paris qu'il a embarqué en 1936 quand il avait repré-

senté le gouvernement soviétique lors d'une rencontre avec des confrères français, a remarqué qu'il y avait toujours un bâtiment administratif important dans un rayon d'un kilomètre autour de chaque foyer d'incendie. Surprenant...

Reste quand même que nul ne se hasarde ici à choisir entre l'hypothèse d'une recrudescence de la contestation ou d'une provocation des services de police de M. Poniatowski.

Evidemment nous n'avons pas manqué non plus de rapprocher les incendies de Paris du meurtre de votre ancien ministre de Broglie à la fin de 1976. Nous avons la très nette impression que les arrestations effectuées sont destinées à dérouter les étrangers perspicaces et qu'en fait il s'agit là d'un règlement de compte s'inscrivant dans la lutte pour le pouvoir qui fait rage à l'ombre de l'Élysée. D'autant plus que nous n'avons que de très vagues informations sur ce qui se trame dans vos provinces lointaines. Nous ne pouvons nous empêcher de penser à ce qui s'est passé, il y a un peu plus d'un an, à Lyon. Une étrange affaire en vérité.

Mais la France est ainsi faite que nos journalistes ne parviennent jamais à connaître les dessous de ces meurtres bizarres que vos journaux finissent par oublier en quelques lignes. Étrange...

Depuis quelques semaines nos correspondants de presse en sont réduits à faire le pied de grue devant les casernes de pompiers et à guetter toutes les nuits leurs sirènes. Il y a encore eu une douzaine de sinistres importants en une semaine. Ils nous incitent à poser une grave question : Paris brûle-t-il ?

(P.C.C.) C.-M. VADROT ■

où va la France?

municipales : Besançon, du rose au rouge

Besançon, capitale rouge de la Franche-Comté? Par trois fois depuis cinq ans — avec la grève des éducatrices du préventorium de Bregille en 1972, avec l'affaire Lip, avec la création, en 1975, du premier syndicat de soldats français — l'actualité militante lui a donné la vedette.

Catholique sur le mode traditionaliste (elle accueille Lefebvre dans sa tournée de messes intégristes), un peu suisse par son activité horlogère, pour le reste ouvrière de fraîche date (l'essor industriel de « Besac » date des années 60), commerçante d'abord et solennelle avec son centre ville Renaissance espagnole, la cité de la boucle du Doubs ne semblait pas de prime abord vouée à de grisants destins révolutionnaires.

Encore que... On évoque volontiers ici les mânes des grands socialistes utopiques, Proudhon et Fourier, tous deux originaires de Besançon, et la tradition anarcho-syndicaliste qui en aurait marqué les mentalités. On relève que le catholicisme du Haut-Doubs, convenable, terrien et marchand d'abord, a aussi fait naître nombre d'aumôniers « jocistes » et de chrétiens progressistes. On souligne l'originalité d'un mouvement ouvrier sans orthodoxie syndicale définie : au vieux fond de la petite industrie traditionnelle s'est ajouté un apport ouvrier de fraîche souche paysanne, sans expérience ni références précises, mais peut-être, pour cela même, ouvert à des évolutions différenciées et à des processus de radicalisation auxquels la CFDT et la CFTC et la CFDT, ici dominantes, se prêtent mieux sans doute que la CGT ; et la haute qualification assez généralisée du prolétariat local, ancien ou nouveau (horlogerie, mécanique de précision, textile « de pointe »...) garantirait au milieu ouvrier une maîtrise des techniques « porteuses d'avenir » dans laquelle Marx voyait un atout pour la classe révolutionnaire.

Arguments peut-être incertains, mais qui donnent le ton du militantisme bisontin. Et qui expliquent les ambiguïtés des choix politiques locaux : car si la mairie, panachée de socialistes, de radicaux et de centristes, est rose, libérale et réformatrice, les Bisontins ont donné la majorité à De Gaulle en 1965, au candidat UDR lors des législatives de 1973, à Giscard en 1974. Et la partie que joue en ce mois de mars 1977 la liste de gauche n'est pas gagnée.

marketing imprudent

La vieille équipe municipale, conduite depuis 1953 par le socialiste Jean Minjoz qui se retire aujourd'hui, a éclaté : huit anciens conseillers seulement figurent sur la liste de gauche ; trois se sont recasés sur la

liste de la majorité qu'anime le recteur Pierre Magnin. Solidement épaulé par les industriels — dont il entend rétablir la confiance en ces

temps de déroute économique généralisée — ce professeur de médecine joue un marketing électoral imprudent parfois. Mais aux affiches qui le présentaient en maillot de bain (« en maillot à pois : de qui se moque-t-on ? » spécifie notre interlocuteur communiste indigné), ont désormais succédé de grands panneaux rassurants : « Un homme sérieux pour un moment grave, Pierre Magnin » ou « Pierre Magnin, le seul possible » ; les convenances sont sauves ! La composition habile de sa liste séduira-t-elle les Bisontins déconcertés par les reclassements politiques des anciens édiles ?

A gauche, on en doute. On s'inquiéterait plutôt de l'apparition, sur la scène électorale, d'un outsider patronné par Edgar Faure : Claude Léonard, président des PMI du Doubs, petit industriel lui-même, mise sur l'apolitisme, la « paix sociale » et un

sourire sincèrement publicitaire. Il ne donnera pas, affirme-t-il, de consignes de vote pour le second tour. On mesure mal son influence. Mais le report, à droite ou à gauche, des voix qu'il raflera peut être décisif.

PS : des acquis PC : des lacunes

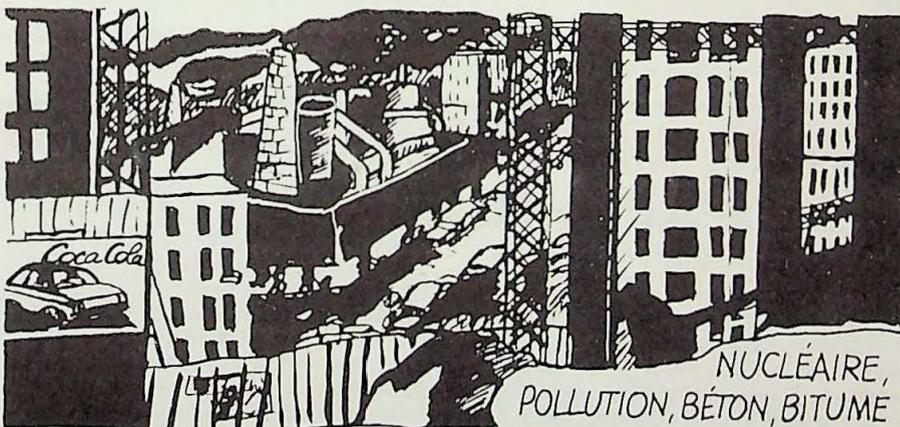
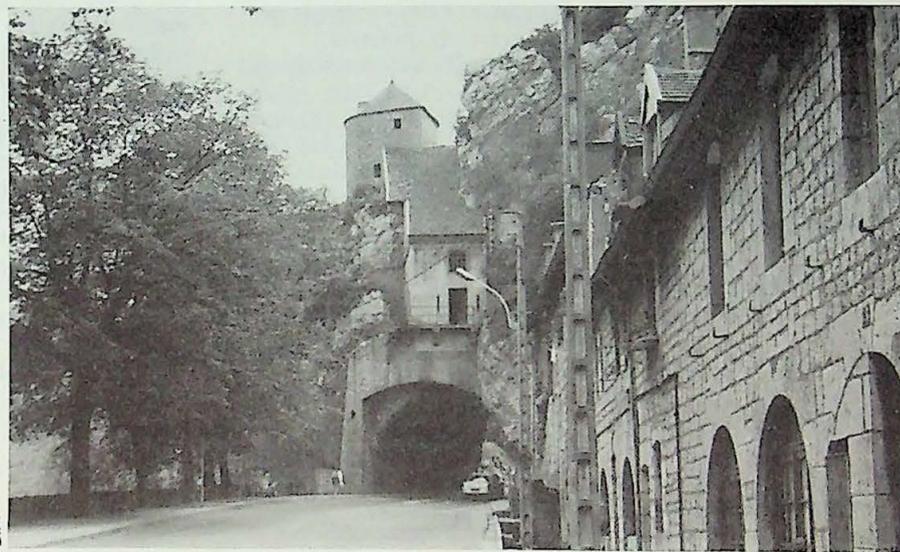
La liste de gauche, menée par Robert Schwint, ne doute pas du succès pourtant. Ses atouts ?

● **Un chef de file « politique » d'abord**, sénateur protestant dont l'intégrité est partout reconnue. « C'est un bonhomme très correct » admet même notre guide PSU. Ce dernier ne fait pas mystère de ses tendresses gauchistes et, non sans contradiction peut-être, pardonne mal à certains socialistes d'avoir boudé la présence du PSU sur les listes communes tout en rêvant à ce qu'aurait pu être l'alliance des socialistes unifiés avec la liste LO-LCR-OCT « qui embête bien les copains de la Ligue, pas très chauds pour mouiller leurs syndicalistes dans l'affaire », estime-t-il.

● **Le renouveau de l'équipe des candidats** devrait faire souffler un vent de changement à la mairie. Renouveau modéré pourtant : l'arithmétique électorale, l'incertitude quant aux réactions des citoyens bisontins pour la première fois sollicités clairement « à gauche », ont amené les socialistes à faire la part belle aux radicaux de gauche (ils ont sept candidats) dont la présence militante et les scores électoraux antérieurs ne sont pourtant pas probants. Du coup, le PCF obtient sept candidats seulement, auxquels s'ajoutent, au nom de « l'ouverture », deux postulants de son choix ; et les socialistes ont eux-mêmes réduit leurs prétentions de 28 à 21 candidats — plus 4, dont deux PSU, au titre de l'élargissement. Mais la seule présence du PCF et du PSU, et le renouvellement progressif de la section socialiste où se renforcent les courants dits « de gauche » (CERES notamment), devraient, nous fait-on remarquer, « ancrer solidement l'équipe sur des positions de classe claires ».

● **Les acquis de la gestion municipale antérieure** sont invoqués en faveur de la liste de gauche : minimum social garanti, indexé sur le SMIC, pour les gens âgés et les femmes seules, équipements collectifs nombreux (crèches, halte-garderies, centres sociaux, logements-foyers, services à domicile pour les vieillards...), centre culturel vivace, ouvert aux associations et souvent fort contestataire (« c'est la loi de la démocratie », admet le PS), rues piétonnes favorables à la « démocratie en plein air »... autant de réalisations dont s'enorgueillissent les élus socialistes sortants.

● **La volonté enfin de corriger les erreurs passées** est un maître atout pour la gauche. Volonté inégale pourtant selon les composantes de la liste de gauche : on met au PS l'accent sur les acquis, au PCF sur les lacunes, au PSU sur... ce qui reste à inventer en dehors des sentiers gestionnaires classiques. Les engagements des



LE PROFIT TUE LA VIE

CHANGEONS LA VILLE



futurs élus sont précis. La faillite du CAT, entreprise de réinsertion sociale des handicapés, qui « a voulu aller trop vite et trop loin » et a pâti d'une gestion trop légère ne doit pas remettre en cause l'idée qui a présidé à sa naissance : substituer, à la politique qui fait des handicapés des « assistés sociaux », une politique de solidarité qui préserve la dignité de la personne. La restauration des vieux quartiers — le très élégant quai Vauban, la rue Battant... — ne doit plus signifier déportation des locataires modestes : la future municipalité de gauche envisage l'implantation de HLM sur les lieux mêmes, qui permettront de reloger, sans les transplanter loin d'un cadre familial, les gens âgés et démunis. Les équipements collectifs sacrifieront moins au prestige, renonçant à privilégier le centre-ville pour migrer vers les zones périphériques souvent mal loties, poussées trop vite comme à Planoise, et pour lesquelles ne sont pas venues les subventions étatiques promises. Le contrat de chauffage conclu pour la ZUP, où il en coûte les yeux de la tête de se chauffer, sera enfin révisé... Bref, on veillera plus qu'hier, au « contenu de classe » de l'activité municipale et on informera mieux la population dont le PSU entend pour sa part encourager les actions de contrôle qu'elle exerce à travers ses associations, assemblées et comités divers.

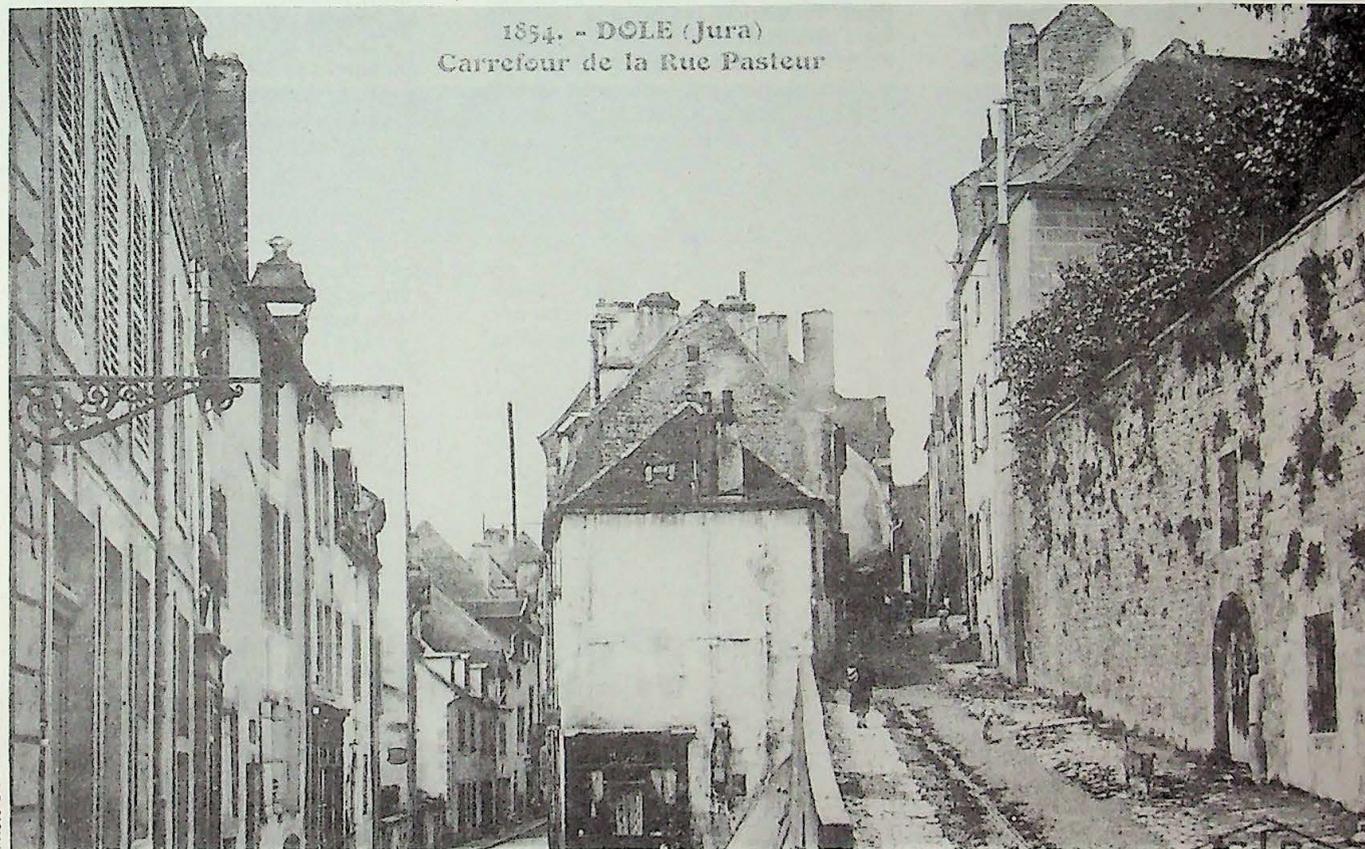
crise de l'emploi et fiscalité galopante

Les chances de la gauche peuvent-elles être compromises... par la gauche elle-même? Les méfiances du PCF à l'égard de ses partenaires socialistes — auxquels on reproche notamment leurs illusions municipalistes alors que seul un changement national pourra débloquer la situation locale, leur complaisance à l'égard des petites et moyennes entreprises dont ils attendent un impossible salut dans une conjoncture de crise de l'emploi qui domine, comme ailleurs, la vie bisontine (4 000 chômeurs pour 120 000 habitants environ selon les syndicats : la « Rhodia », Kelton, les Compteurs Schlumberger, Lip, licencié...), leurs réticences enfin à s'engager à ne pas majorer la pression fiscale communale —, ces méfiances incitent aujourd'hui les communistes à boudier la campagne unitaire.

Sans récuser forcément tous les arguments du PCF, mais en ajoutant que le Programme commun de la gauche ne résoudra pas non plus tous les problèmes des Bisontins si la gauche l'emporte en 1978, le PSU juge imprudente la tactique de ses

partenaires communistes. Les 13 et 20 mars prochain, il importe d'abord de battre la droite pour faire succéder à l'actuelle municipalité « rose » de Besançon une municipalité plus favorable aux travailleurs. Le PSU fera donc pour sa part, d'un même élan, campagne sur ses propres thèmes — qui ne se confondent ni avec ceux du PS, ni avec ceux du PCF —, et campagne pour le succès de la liste commune.

Claude DESLHIAT ■



Dole: sous la bannière de l'autogestion

Paradis des trusts — elle héberge Solvay (à Tavaux), Idéal Standard, Jeanrenaud-ITT, la CGE, UMD (rachetée par Bunker Ramo), Bel... — Dole, première ville ouvrière du Jura, vient de franchir le cap des 30 000 habitants. La municipalité, centriste de la majorité, vante ses réalisations. Equipements collectifs — souvent de prestige — contrat de ville moyenne : l'Etat sait récompenser les cités bien votantes et la présence du ministre-maire Jacques Duhamel incitait aux largesses.

Mais la CFDT annonce 1 400 chômeurs dont 800 inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi, les cycles Genet ont fermé boutique, ITT a liquidé 700 à 900 ouvriers depuis 1974, INOSAF comprime ses effectifs, l'institut médico-pédagogique licencie.

Mais la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV, ex-APF) s'alarme des conséquences de la restauration du vieux

Dole qui chasse les habitants modestes de la rue Pasteur.

Mais les paysans-travailleurs s'inquiètent de choix de développement (autoroute, canal à grand gabarit...) qui privilégient l'industrie et l'urbanisation, achevant de vider les campagnes franc-comtoises : en 1973, la région disputait au Limousin le record français de l'exode rural.

CFDT, CSCV, Paysans-Travailleurs... C'est à favoriser la convergence de ces organisations, qu'unissaient des pratiques voisines et une commune référence à l'autogestion et au contrôle ouvrier et populaire sur les conditions de vie et de travail, qu'œuvre depuis plusieurs années la section PSU de Dole. Travail patient et long que récompensent en 1973 le soutien apporté par les paysans aux grévistes de chez Magyar, puis en 1975, la vente directe de viande organisée conjointement par la CFDT, les APF et les Paysans-

Travailleurs devant l'usine Jeanrenaud.

Aujourd'hui, cédétistes, militants du cadre de vie, paysans et camarades du PSU présentent à Dole une liste autogestionnaire autonome (27 candidats dont 8 PSU). Autonome « parce que l'accord était impossible avec la troika PC-PS-MRG » affirme Alain, secrétaire fédéral du PSU : ne refusait-elle pas de reconnaître l'existence d'un courant autogestionnaire extérieur au programme commun? Autonome aussi parce qu'il importe, dans la prochaine campagne, de faire passer l'idée-force des autogestionnaires : « le socialisme ne sortira pas des urnes ; il ne sera pas octroyé par un ou quelques partis bien intentionnés, à coup de programmes plus ou moins communs ; il naîtra de la prise en charge directe, par les travailleurs eux-mêmes, des actions quotidiennement menées sur les conditions de vie et de travail. »

C.D. ■

LIBRAIRIE

Liste N° 9

Spéciale « élections municipales »

- EDITIONS SYROS
Louviers : sur la route de l'autogestion ? Ch. Wargny 18,00
- EDITIONS LE CERF
Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales 20,00
- EDITIONS OUVRIERES
La politique locale des transports : F. Troger 25,00
L'action culturelle et le budget municipal, J. Verpraet, A. Lefebvre 29,00
L'information dans la cité, R. Beaunez et F. Kohn 30,00
La commune, son budget, ses comptes, F. Giquel 32,00
Le conseil municipal, le maire, les adjoints, J. Fonteneau 16,00
La commune et l'environnement 21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum
REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28
PARIS

lettre ouverte à M. Pflimlin

Thierry de Larochelambert et Raymond Murer, candidats PSU aux élections municipales à Strasbourg, ont adressé le 23 février 1977, à M. Pflimlin, maire de cette ville, une « lettre ouverte ».

L'actualité des dernières semaines a mis en relief la crainte et l'hostilité qu'a suscité dans la population alsacienne la concrétisation d'un projet nucléaire, un de plus, sur le site de Gerstheim-Erstein, à 20 km de Strasbourg. Ce projet, par l'ampleur des risques qu'il comporte, ne concerne pas seulement les habitants de ces deux communes, mais aussi ceux de Strasbourg et de toute la région.

Nous nous étonnons du silence que vous gardez depuis le début de cette affaire. Cette attitude de Ponce-Pilate ne nous paraît pas à la hauteur des responsabilités que vous assumez en

tant que maire de Strasbourg, de président du port autonome de cette ville et de la CFNR. Ces fonctions vous engagent pour toutes les décisions d'équipement nucléaire sur le Rhin. Jusqu'à ce jour, aucune déclaration de votre part n'a désavoué le projet de Gerstheim.

Tout récemment, le CDS du Haut-Rhin, formation politique à laquelle vous appartenez, a publié tapageusement une position sur le problème nucléaire alsacien qui nous paraît relever de la démagogie et de l'opportunisme électoral. Démagogiques, les positions du CDS le sont par leur caractère particulièrement vague et informel en ce qui concerne le démarrage de Fessenheim I. Opportunistes, les prises de position de votre parti le sont car elles arrivent comme par hasard trois semaines avant les élections municipales, alors que durant de nombreuses années, vous n'avez bien évidemment manifesté aucune opposition à l'équipement nucléaire du Rhin.

Cette contradiction illustre parfaitement la politique incohérente de la droite en Alsace. Contribuer à un développement industriel dangereux et incontrôlé tout en le dénonçant nous paraît être une hypocrisie et une malhonnêteté que nous ne pouvons approuver.

Pour le PSU, dire non au nucléaire, c'est :

- refuser une politique industrielle orientée vers la concentration des capitaux et des investissements dans les mains des multinationales et des grands trusts pétroliers ;
- c'est rompre avec l'économie capitaliste qui est fondée sur la logique du profit et du gaspillage de l'énergie et des ressources naturelles ;
- c'est opter pour une réorientation totale de la politique énergétique, vers le développement d'énergies qui permettent une réelle indépendance de notre pays, qui permettent une grande décentralisation de la production de ces énergies ;

● c'est redéfinir la politique de la consommation à partir des besoins réels des travailleurs et des couches populaires, ce qui nécessite une conversion généralisée de la nature des emplois et des produits de consommation.

C'est donc un choix de société. Nous attendons du maire de Strasbourg une explication sans ambiguïté sur tous ces problèmes, qui permette aux Strasbourgeois de choisir en connaissance de cause l'avenir qu'ils souhaitent. ■

l'habit ne fait pas le moine

Les Groupes d'action municipale (GAM), constatant que dans de nombreuses communes des listes se réclamant de la majorité présidentielle, se présentent sous le titre « Liste d'action municipale et sociale » ou « Liste d'action municipale, républicaine et sociale » :

- dénoncent l'utilisation frauduleuse, dans le but évident de tromper l'électeur, du vocable « Action municipale » ;
- rappellent que les Groupes d'action municipale sont un mouvement de gauche, insérés dans le courant socialiste autogestionnaire ;
- précisent que seuls peuvent se prévaloir du titre « Groupe d'action municipale » les groupes adhérents au Manifeste national, adopté à Pontarlier en novembre 1975. ■

errata

Décidément TS accumule les coquilles. L'édito de François Turquan (TS n° 732) en comptait deux. Robert n'était autre que Jobert. Quant à l'avant-dernier alinéa il fallait lire « En échange de ce double rôle... ».

Par ailleurs, il était bien évident qu'au tout début de l'article d'Alain Chataigner il valait mieux lire : « voici presque six mois que le livre de Peter Schneider a été traduit... », ce que la note rendait évident. ■



Photo David Leblie

Michel Mousel à Europe 1

les écologistes : « un aspect positif... mais un apolitisme inquiétant »

Le 3 mars, Michel Mousel, secrétaire national du PSU, était l'invité d'Europe 1. Interrogé, notamment sur la « poussée des écologistes », M. Mousel devait déclarer :

« Le fait qu'il y ait des écologistes qui soient présents, qui agissent, cela a un aspect extrêmement positif, cela apporte un souffle d'air pur dans la vie politique française, cela contribue presque à la dépolluer et c'est une bonne chose.

Par contre, ce qui me paraît extrêmement préoccupant, comme à Paris, par exemple, c'est que l'on entend dire que, finalement, ils ne choisissent, ni la droite, ni la gauche et que, tout cela c'est à mettre dans le même panier... C'est très inquiétant, surtout quand on voit, par ailleurs, les partis de droite se peindre de vert à l'envie et de vraiment vouloir donner l'impression que tout se passe comme s'ils n'avaient jamais mené la politique qu'ils ont menée à Paris pendant les années précédentes. En réalité, le problème qui se pose par rapport au mouvement écologique actuellement, c'est que, si on ne veut pas dire que la gauche garantit qu'elle répondra à tous les problèmes qui se posent, notre position, à nous PSU, est d'apporter cette dimension écologique au combat de la gauche.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que la droite, elle, ne pourra pas résoudre les problèmes qui se posent et ce qui nous inquiète, c'est cette espèce d'apolitisme écologique qui n'est pas du tout de mise.

Il faut bien comprendre qui a la possibilité de répondre à toutes ces questions qui concernent le nucléaire, l'environnement, le mode de vie ; ce sont quand même les forces populaires qui peuvent vraiment les prendre en charge et les résoudre et il serait fâcheux de donner l'impression de laisser croire qu'on peut se retirer du véritable débat politique et de l'affrontement politique actuellement. ■

● A Toulon, la Section PSU espérait participer à la constitution d'une liste d'union entre les partis signataires du Programme commun, et le courant autogestionnaire.

Un tel accord, réalisé dans 74 villes de plus de 30 000 habitants, n'a pas été possible.

Les organisations du Programme commun partent divisées. Le PSU déplore cette situation, qui risque de faire le jeu de la droite.

Pour le PSU, la candidature de l'amiral Sanguinetti ne s'inscrit pas dans le combat de la classe ouvrière contre ses exploités.

En conséquence, le PSU appelle à voter pour la liste d'union de la gauche constituée par le Parti communiste et la gauche du Parti socialiste.

Section PSU
de Toulon ■

ARVEL

Association sans but lucratif

IL EXISTE ENCORE
DE VRAIS VILLAGES DE PECHEURS !

Passez vos vacances à Valun, village yougoslave : logement chez l'habitant, repas au restaurant - 2 semaines en pension complète : 700 F.

Autres formules de séjour : avec ou sans transport, hôtels modestes ou confortables : en Yougoslavie, Autriche, Tunisie, Algérie, etc... Circuits : Tunisie, Turquie, URSS.

ARVEL, 12 A, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon.

piétaille patronale

Matinée de gala la semaine dernière, à l'hôtel Lutécia, à l'occasion du lancement des GIR — (Groupes initiative et responsabilité) — autour des pères fondateurs.

Quelles belles figures d'honnêtes gens ! Qu'on en juge : Léon Gingembre, président des PME (Confédération des petites et moyennes entreprises), blafard et tremblotant comme à l'ordinaire ; depuis dix ans, on s'attend, en vain, à le voir sombrer dans un coma profond. Ses éternels dauphins ne sont toujours pas arrivés à le décamponner de la charge sacrée de pourfendeur des « gros » du CNPF (dont il est, tout de même, vice-président) et des égorgeurs collectivistes.

Jacques Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), représentant distingué de la combien chère médecine libérale. Michel Debatisse, président de la FNSEA, aux faux-airs de bon paysan : le fier défenseur des gros betteraviers... Francis Combe, demi-muet artisanal. Yvan Charpentier enfin, le dynamique président de la Confédération générale des cadres (dynamiques), bronzé comme cela n'est pas permis, bavard comme cela n'est pas possible. Phrases filandreuses, formules creuses, ton pontifiant, interminables péroraisons : une caricature façon bazar de l'orateur V^e République, un commis-voyageur qui aurait lu *Démocratie française* et imiterait, en fin de banquet, le Messmer de la grande époque.

quatre mousquetaires

Ces quatre mousquetaires de l'Initiative et de la Responsabilité présentaient à la presse la dernière manœuvre cousue main et de fil blanc de la droite : la constitution d'un front des « classes moyennes » destiné à enrayer la progression électorale de la gauche, ou, en cas d'échec sur ce plan, à préparer, comme au Chili le sabotage de la politique d'un gouvernement de gauche.

Cette manœuvre répond à l'audience croissante de celle-ci dans les couches moyennes salariées et dans certains secteurs de la petite bourgeoisie traditionnelle, audience qui trouve son origine dans l'impact de la crise sur ces couches sociales.

Bien entendu, les cinq parrains de l'opération ont vertueusement rejeté toute allégeance politique quelle qu'elle fût ! Mais la condamnation sans appel du « collectivisme » a été lourdement répétée, et M. Charpentier, trop franc (pour une fois) a quelque peu découvert ses batteries en mentionnant que les GIR pourraient « proposer des éléments communs à certains hommes politiques » et en ajoutant finement : « Notre démarche ne va pas réjouir ceux qui se font les

champions de la lutte des classes, qui espèrent, sans doute, diviser pour mieux régner. » On ne pouvait être plus clair.

au plus offrant

S'il est difficile de déterminer vers quel parti de la droite vont les préférences politiques des GIR (elles iront, sans doute, au plus offrant, et à celui

voir et à les assimiler. Qu'on se souviennent d'une note récente de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) se préoccupant d'améliorer la compétitivité (en baisse) et la qualité (jugée médiocre) des syndicalistes FO et CGC.

A cette préoccupation s'ajoutent les visées politiques. En termes économiques, un tel « rassemblement des classes moyennes » ne signifie rien : les couches sociales représentées dans les GIR n'ont pas la même place dans les rapports de production, pas le même type de revenus, pas les mêmes intérêts ; elles appartiennent à des *classes sociales* différentes, antagoniques pour certaines d'entre elles. L'opération prend tout son sens sur le terrain idéologique et politique. Il s'agit de rassembler sous l'égide du patronat (le petit patronat, le bon, celui qui a pour seul défaut, comme l'a fait remarquer le syndicat CGC de la métallurgie, de licencier systématiquement les syndicalistes, fussent-ils cadres) les « représentants » de couches sociales dont le vote sera décisif en 1978 : les agriculteurs, dont le poids électoral reste sans commune mesure avec l'importance

d'or de la petite propriété ou de la petite fabrique), ou technocratiques (le pouvoir à l'élite gestionnaire et compétente des managers, à laquelle s'assimilent volontiers bon nombre de cadres moyens).

Comme par hasard, ces thèmes se retrouvent dans les dernières prestations des leaders de la droite : Chirac, avec ses attaques contre la tutelle administrative (un comble, pour le représentant du courant gaulliste, ultra centralisateur et bureaucratique) et Giscard, avec son libéralisme avancé et son projet de démantèlement du ministère des Finances (une belle chose, de la part de l'ancien patron de ce ministère). Ils dessinent, en creux, une image répulsive, élitiste et bureaucratique de la gauche, à travers notamment épouvantail de l'extension du secteur public. Ils jouent sur la crainte qu'ont certains cadres de voir la hiérarchie des salaires remise en cause, et leurs petits privilèges abolis.

Le pire danger, face à ces grandes manœuvres préélectorales, serait cette capitulation en rase campagne à laquelle sont toujours prêts certains opportunistes qui se croient machia-



qui se trouvera en position dominante en 1978), leur allégeance de classe est très claire. Le trop proluxe Charpentier a du reste laissé échapper que les GIR rencontreraient prochainement le CNPF... pour discuter du problème de la création d'entreprises par des cadres.

La création des GIR jette un pont entre les syndicats « apolitiques » de salariés et d'agriculteurs et les organisations patronales. Celles-ci cherchent, de plus en plus, à encadrer les syndicats « modérés », à les promou-

numérique, et les couches moyennes salariées.

comme par hasard

Le rassemblement s'effectue sur une base idéologique sommaire (l'esprit d'initiative, la suppression des entraves administratives, le maintien de la hiérarchie sociale), mais qui présente l'avantage d'une double interprétation : en termes passésistes (le retour à la libre entreprise, à l'âge

véliques et qui ne sont qu'obtus. Il ne s'agit pas de rassurer des couches sociales capitalistes menacées d'extinction en leur promettant survie et jeunesse éternelles, ni d'opposer un technocratisme de gauche à un technocratisme de droite. Il s'agit, au contraire, de dire la vérité, d'expliquer et de convaincre, de définir de nouveaux rapports sociaux, un autre mode de production, une autre société.

François TURQUAN ■

briser la chaîne

Rehault à Fougères la godasse, c'est pas le pied

1954 : à Rehault, petite entreprise familiale confrontée à de premières difficultés financières, la nouvelle direction signe un accord d'entreprise avec la CFTC. C'est un plan de sauvetage et l'entreprise se développe : elle passe de 80 à 1 200 ouvriers, élargit son marché, augmente ses productions (de 200 à 600 paires de chaussures par jour).

1968 : la chaussure sport est à la mode. Rehault ne tient pas le rythme et se tourne alors vers des capitaux allemands et américains. Elle exporte en URSS. Les magasins créés (France Arno), mal gérés, font périr l'entreprise.

1974 : il reste 750 ouvriers. On restructure, on licencie. 1975 : le chômage partiel s'aggrave ; manifestation du front syndical ; accord de six mois signé entre pouvoirs publics et patronat fougérois : on indemnise le chômage et on garantit le non-licenciement. En septembre nouvelles manifestations : elles sont durement réprimées : une jeune fille perd un œil.

Janvier 1976, la société dépose son bilan ; la liquidation est prononcée le 10 février ; le personnel décide l'occupation des locaux.

La dégradation de la situation à

Réhault n'est pas un fait isolé : 46 usines du pays breton sont en difficulté. Les causes profondes de la crise ? Une stratégie patronale que la CFTD dénonce le 22 février dans une lettre à Giscard d'Estaing et Ceyrac. « Le patronat français investit dans des pays où il surexploite scandaleusement les travailleurs par de très bas salaires et ose ensuite se plaindre des importations massives à bas prix en provenance de ces pays... Les importations ne sont pas faites uniquement de produits finis mais aussi de matières premières et produits intermédiaires utilisés par la majorité du patronat textile-habillement... Les importations faites par le patronat industriel et commercial suppriment des emplois en France et aggravent le déficit de la balance commerciale, alors que les industries françaises sont à même de couvrir les besoins

d'habillement dans notre pays ». Résultat ? Un Français sur six se chausse « étranger » ; 80 % des peaux brutes sont exportées et tannées à l'étranger. La France importe, en 1975, 74 millions de paires de chaussures (64 millions en 1974). L'exportation se chiffre à 61 millions de paires contre 70 millions en 1974.

Le 5 mars dernier, dans une conférence de presse donnée à l'occasion des « portes ouvertes » chez Réhault, Michel Rolant, membre de la commission exécutive de la CFTD brosse un noir tableau de la situation de l'emploi. Le conflit Rehault est, dit-il, particulièrement significatif du caractère aberrant de la restructuration capitaliste. Jamais dans le pays, la situation de l'emploi n'a été aussi grave : on évalue le nombre de chômeurs à plus de 250 000 depuis le 1^{er} janvier 1977 ; en février 1977, on comptera 100 000 chômeurs de plus qu'en 1976 à la même époque.

La bataille pour le maintien de l'emploi, le droit pour les travailleurs de vivre et travailler au pays, le développement d'activités utiles aux populations des régions et à la collectivité nationale, c'est une bataille à caractère politique. Elle exige des changements profonds de l'orientation de la politique économique française et passe par une mobilisation générale à la base, l'élargissement des actions de popularisation menées par les « Réos » sur leur lutte : ventes d'articles en stock ou fabriqués par les travailleurs qui occupent les usines, à partir des tonnes considérables de matière première entreposées (comme à Réhault, Donval,

Desombbre, Cip...), soutien, échanges d'information...

un simulacre de solution

Surtout, ne pas compter sur le plan de relance proposé le 25 février lors d'une table ronde tenue à Rennes : ce plan est un « simulacre de solution » face au problème économique et social du pays fougérois, souligne la CFTD. Les 230 emplois ne deviendront sérieux et effectifs que lorsque la nouvelle société de chaussures à créer pourra justifier de commandes suffisantes.

Annoncés à grand bruit par Cointat, les 1 700 emplois, les extensions d'entreprises ne sont que bluff ! On trompe grossièrement les travailleurs, dit encore la CFTD.

Qu'on se rappelle les promesses de Giscard en 1974 : « J'accorderai une priorité absolue au maintien de l'activité économique et de l'emploi... Je défendrai, en ces temps difficiles, l'emploi des Français, priorité absolue à mes yeux ». « Paroles verbales », évidemment. Depuis trois ans, l'emploi se dégrade, les conflits durs se multiplient et Raymond Barre tente d'aveugler les travailleurs quand il affirme, le 2 mars 1977 : « Il n'y a pas d'augmentation sensible (admirons le « sensible ») du chômage depuis six mois ». Il examine aujourd'hui le dossier « chaussures ». Syndicats et travailleurs, sceptiques, l'attendent de pied ferme : on songe à organiser une « longue marche » pour imposer des solutions véritables.

Françoise CLAIRE ■



Photo Christian Weiss

d'autres conflits

● **Thomson-CSF** : Les 500 licenciements annoncés par la direction répartis sur les usines de Saint-Egrève et Aix-en-Provence constituent la première phase d'un plan d'abandon progressif de la production de composants. Pour la FGM-CFTD, il s'agit ni plus, ni moins que « de la remise clé en mains de l'industrie électronique de pointe aux USA ». Il faut rappeler que le secteur est prévu parmi les nationalisations du Programme commun. Il faut également savoir que le groupe Thomson a perçu une aide publique considérable, sans contrôle du Parlement ; utilisée pour licencier. La FGM-CFTD réclame la mise en place d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'utilisation des fonds publics accordés au groupe Thomson et la constitution d'une mission d'étude économique pour étudier la situation exacte de la branche composants. La FGM veut être consultée pendant ces travaux et demande la suspension des licenciements. ■

● **Schlumpf** : Un musée de bagnoles extraordinaires. Des biens en liquidation. Des ouvriers de filatures licenciés qui depuis des mois se battent à Glück, Malmerspach et Mulhouse pour reconquérir leur emploi. De puissants patrons, les frères Schlumpf qui ont brusquement tout liquidé après avoir

fait fortune par les procédés de la loi de la jungle. Voilà le décor et les personnages du nouvel acte du conflit Schlumpf. Acte symbolique puisque les travailleurs ont, lundi dernier, ouvert au public le musée « privée » des patrons où sont exposées 584 voitures anciennes, des bijoux en parfait état de marche dit-on. Ils ont découvert, stupéfaits, que la plus value qu'on leur extorque n'est pas toujours réinvestie là où on pourrait le croire. Ils demandent, en conséquence, puisque les Schlumpf sauvaient des vieilles autos, qu'on leur sauve leur emploi. ■

● **Elections professionnelles** : Selon les statistiques élaborées par la CGT et portant sur 22 900 travailleurs du secteur privé employés dans 117 entreprises de plus de 500 salariés, les résultats aux élections de délégués du personnel ont été les suivants : CGT : 55,30 % (+ 1,48) ; CFTD : 19,86 % (- 1,04) ; FO : 9,51 % (- 0,44) ; CFTC : 0,79 % (- 0,01) ; CGC : 6,99 % (+ 0,27) ; Autonomes : 0,14 % (- 0,04) ; Divers : 0,32 % (- 0,21).

Ces chiffres seront peut-être contestés par les autres centrales. Hormis de légers tassements, ils révèlent une grande stabilité de la représentativité des différentes confédérations. ■

la circulaire du CNPF : la vraie nature de FO

Une délégation de FO a rendu visite au CNPF le 8 mars dernier. A l'heure du blocage des salaires, FO a quelques difficultés à se faire reconnaître comme le syndicat « qui négocie ». Il lui faut bien un petit fromage. La délégation FO entendait donc « connaître les suites concrètes données aux conclusions du rapport de la commission Giraudet concernant les rémunérations des travailleurs manuels ». Selon une lettre du 26 septembre de Beullac et Stoleru, ces conclusions devraient, en effet, avoir cette année des suites conventionnelles. FO a voulu également « intervenir vigoureusement » auprès du CNPF pour rappeler que dans l'ensemble du secteur privé « un blocage pratiquement général de toute négociation persiste ».

En allant à cette rencontre, FO ne fait que saisir la perche que lui a tendue le CNPF. Dans une circulaire « confidentielle » récemment adressée aux patrons des grandes entreprises le CNPF s'inquiétait de l'avenir pas toujours rose de FO : « Les difficultés internes et permanentes de la Confédération FO vont se trouver aggravées par le ralentissement de la politique contractuelle. Or, au même moment, de multiples raisons militent en faveur d'un renforcement du syndicalisme réformiste... »

Cette sollicitude du CNPF pour FO est très bien expliquée dans un portrait plus vrai que nature : « Les syndicalistes réformistes sont nos partenaires dans de très nombreuses instances paritaires. Le patronat ne saurait impu-

nément s'y retrouver isolé dans le cas où ces syndicalistes décideraient d'interrompre leur coopération. Le patronat doit en effet s'interroger sur les moyens dont il pouvait disposer pour sortir d'une telle opposition et pour désolidariser les réformistes des autres syndicats... »

la base fout le camp

Pourquoi FO cesserait-elle de coopérer ? Le CNPF l'explique ainsi : « l'attitude de chefs d'entreprise trop peu enclins à négocier avec les syndicalistes libres parce qu'ils estiment insuffisamment rentable de signer des accords avec eux. » Mais aussi parce que certains « sous-estiment l'opportunité de consentir parfois des

concessions réalistes en faveur de militants FO ».

On comprend aussi pourquoi le CNPF doit constater « la distorsion de situation qui existe entre les états-majors et les permanents locaux. La conclusion d'accords paritaires valorisent les premiers mais ne conforte pas automatiquement la position des seconds. D'autre part certains permanents locaux sont parfois trop imprégnés d'une certaine politique d'entreprise. « En un mot, Bergeron parade, mais sa base fout le camp.

Alors, messieurs, dit le CNPF, il vous faut faire attention, suivez FO ! « Il convient donc de renforcer et de revaloriser FO qui, bien que placé dans la situation très difficile créée par une politique sociale temporairement restrictive, a néanmoins tout intérêt à voir le plan Barre réussir ». C'est précis. Mais pour être encore plus précis : « L'aspiration profonde au pluralisme exige qu'il puisse être proposé (aux salariés) un vrai syndicalisme, distinct dans son essence du syndicalisme politisé. FO bénéficie souvent de positions dominantes dans la fonction publique qu'il convient de préserver (et il est bon de se rappeler que le PS ne soutient pas inconditionnellement la CFDT) »

Alors que faire ? Le CNPF n'y va pas par quatre chemins : il faut favoriser l'implantation de FO dans certaines entreprises. « Cette action peut revêtir diverses formes : aide à la formation des militants ; apports de moyens financiers ; considération accrue à l'égard des militants ; concessions réalistes, le cas échéant, en leur faveur (les préserver notamment de licenciements collectifs) ; soutien

sans réserve pour maintenir les positions détenues par FO dans les instances paritaires. »

Tout cela se passe de commentaires. Le patronat connaît bien ses alliés. Il veut en faire des valets. La CFT, excepté ses nervis de l'automobile, n'a aucune implantation sérieuse. Il faut donc que FO puisse jouer un rôle de collaboration de classe. Le danger de fissures dans FO est grand : « la cure d'austérité, découlant du plan Barre comporte le risque, en provoquant un vide contractuel de 15 à 18 mois, de rejeter certains militants dans l'opposition..., tentés de ce fait, de faire front commun avec la CGT et la CFDT. (Il ne faut pas non plus sous-estimer le danger de tentations d'opportunisme qui pourraient séduire certains militants locaux, même si les états-majors demeurent inébranlables). »

Cette analyse du CNPF a le mérite de la lucidité. Les jaunes virent au rose. Il est amusant que ce soit le CNPF qui nous révèle au travers de ses craintes la vraie nature de FO.

pour des cadres « vrais »

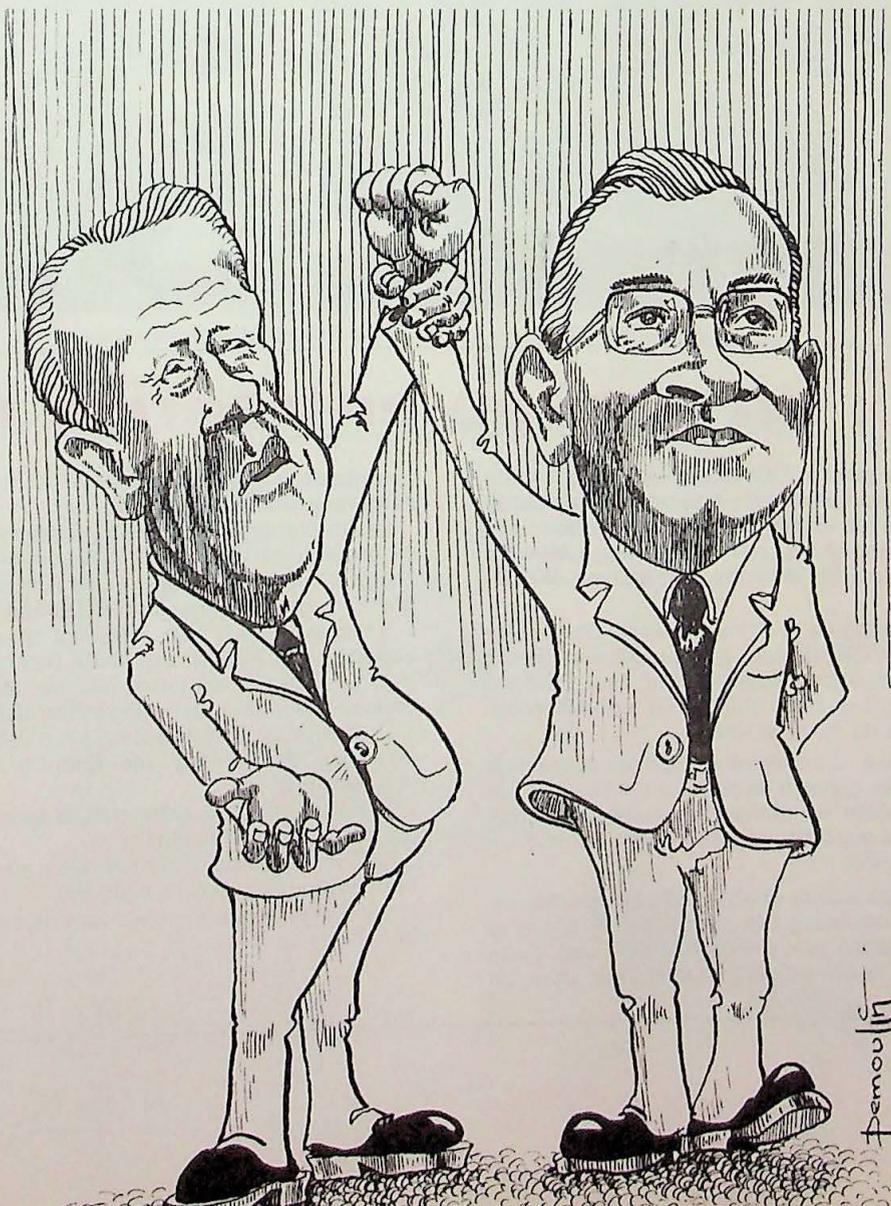
Cette circulaire, en dehors du mépris qu'elle révèle pour le syndicalisme, FO, en rajoute en ce qui concerne la CGC. Selon elle, les militants de cette « honorable » organisation se révèlent « généralement assez médiocres tant en ce qui concerne leur niveau individuel que leur niveau hiérarchique ». De plus, les vilains, ils se mettent à s'intéresser à leur sort et pas seulement à celui de l'entreprise puisque, toujours selon le CNPF, « l'affiliation à la CGC correspond, pour nombre d'entre eux, beaucoup plus à la recherche d'une solution à leurs problèmes personnels dans l'entreprise où leur carrière ne se développe pas... qu'à une motivation profonde. » de côté ces brebis galeuses ! ajoutez-il en substance, en renforçant « le poids relatif des vrais cadres au sein de la CGC. »

Ce diagnostic sur la CGC, un tantinet cruel, cache en fait une remarque politique assez juste : « la difficulté de faire coexister un syndicalisme de vrais cadres et un syndicalisme d'encadrement moyen laisse les attentes des adhérents souvent déçues. Ce manque d'homogénéité se retrouve dans l'état-major affaibli par des tensions internes et partagé notamment entre la tendance Malterre sélective et la tendance Marchelli qui cherche à s'appuyer sur le bas de la hiérarchie. »

Alors, dit le CNPF, il faut aussi renforcer la CGC « pour combattre la force d'attraction qu'exerce la CGT sur certains cadres séduits par un modèle marxiste de société. « Laissez de côté ces brebis galeuses ! ajoutez-il en substance, en renforçant « le poids relatif des vrais cadres au sein de la CGC »

Une vraie CGC, une vraie FO, voilà ce que veulent les patrons. Merci du renseignement ! Merci à ceux qui ont organisé la fuite de cette circulaire « confidentielle ». On le savait déjà. Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant.

Yves SPARFEL ■



● **Chambres d'agriculture** : A l'appel de la CFDT, les salariés avaient débrayé le 21 février dernier dans 40 chambres d'agriculture. Depuis le 1^{er} janvier 1976, ces 8 000 salariés n'ont pas eu de revalorisation de leur salaire, même pas l'indice INSEE. L'action s'est élargie le 3 mars dernier : 70 à 100% du personnel ont débrayé à l'appel de la CFDT, de la CGC, de la GCT et de l'UNPCA. Au cours d'une commission nationale paritaire qui avait lieu ce même jour, le président Perrin a refusé de négocier plus que le plan Barre, soit une progression de la masse salariale de 3,25%. La FGA-CFDT appelle donc ses syndicats à poursuivre leur pression auprès des présidents départementaux. ■

● **Chômage partiel** : A la suite des négociations avec le CNPF toutes les centrales syndicales ont signé un accord concernant l'indemnisation du chômage partiel. Il assure 50% du salaire pour les heures chômées, avec une allocation minimale proche du SMIC. Cette indemnité horaire, qui concerne le plus grand nombre de travailleurs victimes du chômage partiel, passera de 8,40 F à 8,60 F au 1^{er} avril et 8,85 F au 1^{er} septembre 1977. Une garantie importante, pas une victoire. ■

travailler au pays

« Je me demande si les sommes actuellement affectées au maintien des ressources des demandeurs d'emploi n'auraient pas une efficacité économique et humaine plus grande si elles étaient consacrées à des actions de prévention, de formation et d'aide aux créations d'emploi. » Cette réflexion, Raymond Barre, Premier ministre, l'a faite devant la presse mardi dernier, à l'occasion d'une entrevue avec un journaliste de l'Agence France Presse.

Faut-il que le docte et distingué économiste se sente à bout d'arguments pour sortir de telles propositions. Un million et demi de chômeurs devraient ainsi vivre « de l'air du temps » pendant que l'on mettrait sur pied des systèmes de prévention, de formation, de création d'emploi. S'il veut être cohérent, M. Barre devra trouver l'argent ailleurs et faire ce qu'il dit, créant ainsi le plein emploi. Après quoi, en effet, les allocations chômage deviendraient sans objet. Trêve de plaisanterie...

Depuis trois semaines, les travailleurs, suivant les indications des syndicats, mènent des actions décentralisées pour l'emploi. Il est encore difficile d'en faire le bilan car ces actions n'ont pas de calendrier commun. Cependant, dans les régions où la bataille est rude depuis des années ou même seulement depuis quelques mois, autour d'une entreprise, d'une localité, elles ont connu et connaissent un réel succès. Le désir des centrales syndicales (CGT, CFDT, et FEN) est de maintenir la pression à un niveau moyen jusqu'aux élections municipales. Selon ces dernières, de bons résultats pour la gauche permettraient ensuite d'appuyer un peu sur l'accélérateur.

Un tel mouvement pourrait-il enfin faire reculer le gouvernement ? La

situation ne risque-t-elle pas d'être trop difficile pour que les travailleurs se lancent dans une bataille d'envergure et de longue haleine ? On pourrait presque le penser lorsque l'on

entend André Bergeron, responsable de FO, partisan de la collaboration de classe, s'inquiéter et déclarer que « le blocage de la vie syndicale ne peut pas durer », que « l'entêtement n'est pas nécessairement une vertu ».

une forme déguisée

Le récent accord sur l'indemnisation du chômage partiel qui n'apporte d'autre assurance que le maintien du pouvoir d'achat ne peut guère faire illusion sur la volonté du patronat. Ce dernier va en effet recourir dans les mois qui viennent à cette forme déguisée de licenciement. De grosses entreprises (Berliet, Usinor, SNIAS) ont déjà fait connaître leur intention dans ce domaine. D'autres s'apprêtent à le faire. « Dégraissage » des effectifs et réduction de la durée du travail font partie du même arsenal de lutte contre le pouvoir d'achat des travailleurs pour l'accumulation de profits entre les mains des capitalistes.

Et comme tout cela ne suffit pas, le

gouvernement giscardien couvre les opérations illégales de licenciements de délégués syndicaux, passant outre aux décisions des inspecteurs du travail. Cinquante-cinq cas de licenciement de délégués du personnel ont été exposés la semaine dernière par les confédérations CGT et CFDT. Tous les prétextes sont bons et les arguments fallacieux ne manquent pas dans ces dossiers cousu-main par le patronat.

Celui-ci veut d'ailleurs ouvertement se débarrasser des syndicalistes encombrants. Il n'hésite pas à faire appel à ses adhérents pour que ceux-ci facilitent la constitution de sections syndicales « modérées » (FO et CGC notamment). Enfin, et les responsabilités du patronat et du pouvoir sont grandes, une vaste campagne pour « la mobilité de l'emploi » vient clore l'entreprise de minage de la résistance ouvrière, une résistance qui, justement, avance de plus en plus souvent le mot d'ordre de « vivre et travailler au pays ».

Michel CAMOUIS ■



Photo Maillac

CIT : un groupe entreprise naît

Les lendemains de la victoire de la gauche ? Chacun se prépare à cette éventualité. Les patrons, entre autres, qui savent bien qu'une grande partie du rapport de force se déroulera dans les entreprises. Il ne suffit donc pas d'attendre le soir des 51 %... L'affrontement à d'ores et déjà lieu, contre les restructurations, la fuite des capitaux, pour le contrôle et le pouvoir des travailleurs.

C'est ce qu'ont compris nos camarades de la CIT de Saintes. Dans cette entreprise d'électronique (filiale de la CGE), ils sont bien placés pour savoir que le patronat se prépare à combattre les nationalisations. Leur PDG est A. Roux, vice-président du CNPF. Ils ont donc décidé de constituer un groupe d'entreprise large sur la base du texte suivant :

« Un fait évident dans notre entreprise : il existe bel et bien, un courant de travailleurs organisés et non organisés capable de peser dans la vie politique et sociale dans l'entreprise, capable de réaliser un combat d'action anticapitaliste. L'autre fait évident est que dans ce courant naît une aspiration non intégrable par le couple PC/PS.

Les militants PSU de l'entreprise face à cette analyse devaient permettre une convergence entre eux et ces travailleurs, devaient jeter les bases et donner les moyens afin que se développe une alternative politique, cette convergence n'ayant pas pour objet la primauté des politiques, mais de

contribuer à la construction d'un nouveau type de relations dans une démarche unitaire et collective.

Les militants PSU et des travailleurs se sont réunis, et ont décidé de créer un groupe entreprise politique pouvant rassembler des travailleurs, sur les bases du contrôle ouvrier et de l'autogestion, capable de peser dans la vie politique et sociale dans l'entreprise.

Ce groupe s'est fixé essentiellement quatre tâches en rapport avec la situation des travailleurs et de l'entreprise à court terme.

1) Développer les luttes pour le contrôle ouvrier et rassembler les tendances favorables à l'autogestion des luttes.

2) Renforcer l'organisation syndicale à la base par le contrôle des revendications, des actions, etc. (prise en charge directe par les travailleurs à long terme).

3) Préparer dès la victoire de la gauche, la socialisation de l'entreprise par le contrôle des travailleurs.

4) Répondre à la demande des travailleurs, enclencher le processus donnant le pouvoir aux travailleurs.

C'est à cela que s'efforceront de contribuer les militants PSU, ouvriers à la CIT. »

Un groupe de travailleurs de la CIT
(Action PSU, Charente) ■

et pourtant elle tourne...

L'eurocommunisme à Madrid : oui, mais...

La rencontre de Madrid des « trois grands » de l'eurocommunisme a marqué la formation d'un pôle particulier du mouvement communiste mondial. Outre la proclamation de solidarité des PCI et PCF avec le PCE et la demande de sa légalisation, outre le soutien accordé aux forces démocratiques espagnoles, ils ont publié une déclaration d'une portée considérable.

Sans prendre ouvertement position en faveur des dissidents des pays de l'Est, ils « entendent agir pour la construction d'une société nouvelle dans la pluralité des forces politiques et sociales, dans le respect, la garantie et le développement de toutes les libertés collectives et individuelles ».

Ils ne pouvaient pas être plus explicites s'ils voulaient éviter la rupture avec les partis au pouvoir en Europe de l'Est. C'était le cas des PC italien et français, auprès desquels des démarches insistantes auraient été faites, alors que le PCE, partisan d'un désaveu public de la répression dans ces pays, aurait été délibérément laissé de côté.

Les commentaires des participants au sommet de Madrid ont à la fois acrédié et limité le terme d'eurocom-

muniste. Il ne s'agit pas, selon eux, de former un centre régional ou d'établir une stratégie commune, chaque parti se réservant la plus entière liberté de décision et d'action.

Des divergences subsistent, par exemple, au sujet du Marché commun, mais, pour l'essentiel, a été affirmé l'accord quant aux voies pacifiques et démocratiques de transition au socialisme, ainsi qu'à la nécessité de la « présence des travailleurs et de leurs partis à la direction de la vie politique » de leurs pays respectifs.

un certain clivage, mais rien d'irréversible

Tout cela n'est pas nouveau depuis la conférence des partis commu-



nistes européens, réunie en juin 1976 à Berlin Est. Si l'eurocommunisme n'est pas né à Madrid, il y a été baptisé. « Ce n'est pas un piège » a déclaré Marchais, « c'est une réalité ». « C'est la convergence entre la démocratie et le socialisme » a précisé Berlinguer. « C'est la volonté d'aller vers une société socialiste qui enrichisse les libertés individuelles et collectives, ainsi que les droits de l'homme » a ajouté Carrillo.

Les trois grands occidentaux se sont prononcés pour le soutien de la conférence d'Helsinki II, qui doit se tenir en juin à Belgrade, dans « la perspective d'une Europe pacifique, démocratique et indépendante », autrement dit ni prosoviétique, ni proaméricaine. Tout en insistant sur les aspects politiques, économiques et militaires, de l'accord d'Helsinki, ils ont mis un accent particulier sur le respect des droits de l'homme.

Pour faire contrepoids à la rencontre de Madrid, les neuf partis ortho-

doxes, sept du pacte de Varsovie, Mongolie et Cuba, se sont réunis à Sofia, ce bastion de l'inconditionnalité. Ils n'ont condamné ni l'eurocommunisme ni la défense des dissidents en Europe de l'Est, mais ils se sont élevés contre « les campagnes impérialistes visant à dénaturer la politique intérieure ou extérieure des pays socialistes ». Ils ont dénoncé notamment « l'intervention impérialiste dans les affaires intérieures des pays socialistes, contraire à l'esprit et à la lettre de l'accord d'Helsinki ».

Tant que les communistes occidentaux ne se déclarent pas solidaires des dissidents d'Europe de l'Est et ne mettent pas en question le caractère socialiste du régime soviétique, aucune rupture idéologique ou politique n'est à prévoir. Le clivage s'est certes accentué entre les dirigeants réunis à Sofia et à Madrid, mais rien d'irréversible n'a encore été accompli.

Victor FAY ■

Georges Marchais et les dissidents soviétiques

Des incidents regrettables ont opposé ces temps derniers des dissidents soviétiques et des dirigeants communistes français. Cette controverse a révélé une méfiance réciproque qui explique, sans la justifier, la tension entre les interlocuteurs.

Pour les contestataires soviétiques, qui ont noué des liens avec certains milieux antistaliniens, voire anticommunistes, le brusque tournant, pris par le PCF après son 22^e congrès, paraît suspect et purement tactique. D'où leur démarche d'apparence contradictoire : ils cherchent l'appui communiste dans leur lutte contre la répression en URSS et, en même temps, ils craignent de se laisser manipuler.

Ils ne se rendent pas compte qu'en se démarquant brutalement des communistes occidentaux, ils deviennent otages des adversaires du socialisme qui, fort discrets sur la répression dans les pays capitalistes et sur les crimes de l'impérialisme, se découvrent subitement défenseurs ombrageux des droits de l'homme dans les seuls pays où les communistes sont au pouvoir.

Ajoutons à la décharge de ces opposants exilés, qu'ils ignorent les règles du jeu et les obstacles du terrain ; et qu'ayant subi toutes sortes d'avatars en URSS, ils inclinent à prendre pour une habile manœuvre de récupération l'accueil que leur ont réservé les communistes français.

Ces derniers ne sont pas mieux placés pour admettre comme bien fondée la méfiance des opposants sovié-

tiques. Ils redoutent d'être entraînés de la critique du régime intérieur de l'URSS vers des positions antisoviétiques. Il faut reconnaître que les déclarations d'un Amalrik et d'un Boukovski, affirmant qu'ils ne sont et n'ont jamais été socialistes, ne contribuent pas à créer à leur égard un climat de confiance.

Les dirigeants du PCF ont fait un nouveau pas en avant en acceptant de rencontrer Pliouchtch et Amalrik ; quel que soit l'arrière-plan tactique de leur distanciation à l'égard de l'URSS, sa portée objective est considérable. La bagatelliser serait une erreur grave de la part de ceux qui, parmi les opposants soviétiques, restent fidèles à leur engagement socialiste.

Il ne faut pas oublier, en outre, que les partis communistes occidentaux sont dirigés par d'anciens staliniens, qui sont en train de changer. Ce processus de déstalinisation est loin d'être achevé. Leur évolution marque des arrêts, des hésitations, parfois des retours partiels en arrière. Ils ont encore un long chemin à parcourir.

Il serait insensé, au lieu de mettre l'accent sur les progrès accomplis, d'exiger d'eux une prise de position sur le caractère du régime soviétique alors que, Marchais l'avait déjà indirectement suggéré en déclarant que « le socialisme est inséparable de la liberté ».

Marchais a exprimé par ailleurs l'inquiétude que l'action en faveur des droits de l'homme en URSS ne soit utilisée contre la coexistence pacifique et pour le retour à la guerre froide. Son attitude paraît valable, puisqu'une tension accrue entre les deux blocs entraverait aussi bien la limitation des armements que la

LES NOUVEAUX PESTIFÉRÉS.



coopération internationale et la libéralisation du régime soviétique.

La réponse de Pliouchtch à ces réserves et objections de Marchais permet de constater un début de rapprochement. Ils sont favorables tous les deux à la détente et à la coopération internationale ; ils sont d'avis que la défense des droits de l'homme ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays.

Un grave désaccord subsiste aussi bien au sujet du caractère du régime que de la politique étrangère de l'URSS. Pour les dissidents, ce régime n'est ni démocratique ni socialiste, ce qui n'empêche pas la plupart d'entre eux d'en préconiser la réforme pacifique et d'en rejeter, sauf cas isolés, la subversion. Les dirigeants communistes occidentaux, tout en critiquant le régime intérieur soviétique, ne contestent pas, jusqu'à présent, son caractère socialiste.

Quant à la politique internationale, les dissidents considèrent qu'elle pourrait, dans certaines circonstances, constituer une menace pour la paix. Telle n'est pas, faut-il le dire, l'opinion des eurocommunistes qui approuvent, pour l'essentiel, cette politique, la jugent pacifique et défensive, tout en attribuant des visées agressives au seul bloc dominé par l'impérialisme américain.

une certaine convergence

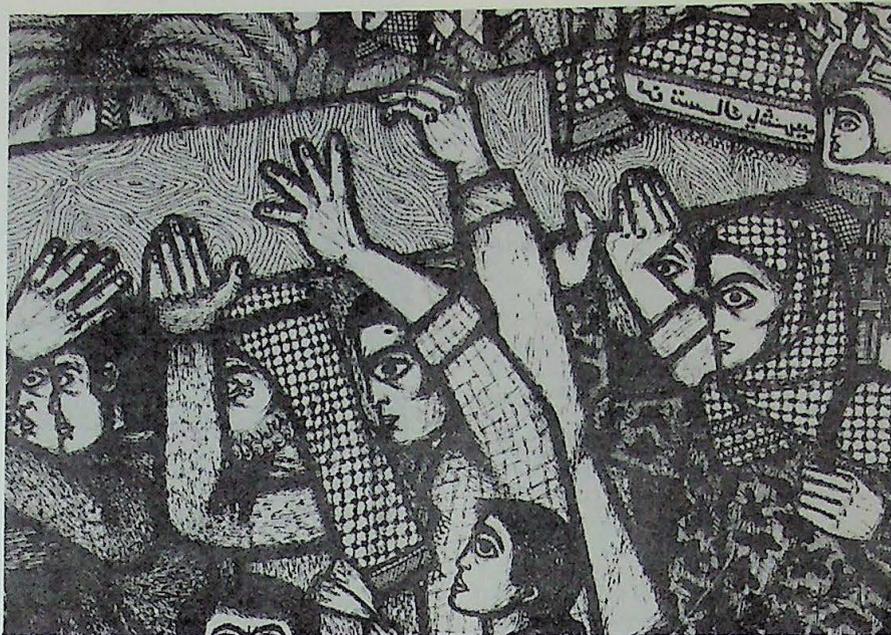
Sur ce plan également, l'évolution se fait sentir. Les trois grands partis communistes occidentaux ne prônent pas, en cas de participation au gouvernement, le retrait de leurs pays du pacte atlantique. Ils acceptent le traité de Rome et son extension éventuelle à l'Espagne et au Portugal. Ils préconisent la dissolution simultanée des alliances militaires, les Italiens allant plus loin et se prononçant pour une Europe neutre et démilitarisée.

Sur un point encore le PCF aurait à préciser sa position : à propos de la liberté d'expression des adversaires du régime soviétique. Ce serait difficile, car la riposte de l'URSS porterait sur la conjonction entre les communistes occidentaux et la réaction internationale. Là aussi, Marchais a fait le premier pas, en disant que les écrits de Soljénitsyne devraient être publiés en URSS et qu'ils le seraient en France sous un gouvernement de gauche à participation communiste.

Il lui reste à s'engager davantage contre toutes les formes de censure et de répression ; à établir la discrimination entre la défense de la liberté de ceux, dont il désapprouve les idées, et la solidarité avec ceux qui luttent en Europe de l'Est non seulement pour le respect des droits de l'homme, mais aussi pour un socialisme à visage humain.

Malgré les graves divergences qui les opposent, une certaine convergence s'esquisse entre les aspirations et critiques des dissidents soviétiques partisans de la démocratie et du socialisme, et celles qu'expriment, de plus en plus ouvertement, les partis communistes d'Europe occidentale.

V.F. ■



Liban : la nuit syrienne

Beyrouth. Transformés en « casques verts », les soldats syriens arrêtent sans cesse les voitures. Ils tiennent la plupart des quartiers de Beyrouth : leurs blindés sont postés autour des bâtiments officiels, dans les ruines des grands hôtels ou de l'ancien centre commercial. Parfois, la Force de frappe arabe (FFA), créée par les accords du Caire, prend le visage de jeunes Lybiens, Soudanais ou Koweïtiens. Dans un décor de façades noircies, criblées de balles ou d'éclats, ils incarnent l'ordre « à la syrienne ». Les journaux muets ou prudents, portent la marque de la censure établie par la Sûreté générale sur instructions de Damas. Les hôtels sont presque vides, les soirées courtes, les nuits noires. Traumatisée, la population apprend la prudence : des commerçants affichent ostensiblement le portrait du président Assad ; les conducteurs de voitures se prêtent craintivement aux vérifications, évitant de donner prétexte à une salve : plusieurs arrivent chaque jour à l'hôpital de l'université américaine, souvent plus morts que vivants.

La vie, pourtant, reprend peu à peu. Des lettres partent de la poste centrale ; on « retape » les accès routiers de la capitale ; on recherche les véhicules volés ; on estime les dégâts et on fait des plans pour la reconstruction des quartiers les plus touchés. Les dirigeants libanais de droite — qui tiennent le haut du pavé — multiplient les déclarations et les rencontres, et prêchent le « retour de la confiance ». Pierre Gemayel, le chef des Phalangistes, le tombeur de Tal-El-Zaatar, affirme tranquillement que « le pétrole du Liban, c'est sa stabilité ». La réouverture des mille et un guichets ambulants de change, la fréquence des vols de la Middle East Airways, la bonne mine affichée à nouveau par les hommes d'affaires qui rapatrient biens et familles, semblent lui donner raison. Le « tout Beyrouth » qui tenait tant à l'image de marque de « sa ville », n'aspire visiblement qu'à une chose : reconstituer cette vaste machine à sous à la lisière de deux mondes, mirage oriental pour les uns, vitrine occidentale pour les autres.

Surveillés, mais nullement défaits, les Palestiniens restent vigilants. Leur quartier général, près du vaste camp de Sabra-Chatila, est gardé par quelques centaines de miliciens en armes, qui se relaient jour et nuit. Les « fonctionnaires » des services d'information, de sécurité, ou de la section politique de l'Organisation de libération de la Palestine ont mis à profit ces quelques mois d'accalmie sur le plan militaire pour reprendre souffle et préparer la phase politico-diplomatique en cours. Les principaux leaders multiplient les consultations à Amman, au Caire, à Ryad, et bien sûr à Beyrouth et à Damas. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation, prépare le grand conseil national qui doit se tenir le 12 mars, au Caire. Il vient de déclarer, lors d'une visite au Koweït, qu'il n'attendait rien d'une éventuelle conférence à Genève dans le contexte actuel : « la balance des forces est en faveur de l'ennemi, a-t-il dit, et la solidarité arabe est à reconstituer ». Contraints et forcés, les Palestiniens plient l'échine sous l'étau des grandes nations conservatrices du monde arabe, mais c'est sans illusion, comme le montre l'interview de Mahmoud Labadi, chef de l'office d'information de l'OLP, un des porte-parole du « gouvernement » palestinien en exil.

Correspondance Ph. M. ■

T.S. : Certains journaux, certains mouvements en France se demandent si les Palestiniens existent encore, après ces vingt mois de guerre civile au Liban...

Mahmoud LABADI : Il faut les rassurer : les Palestiniens sont encore vivants. Ils continuent la lutte contre l'occupant sioniste, avec la même résolution qu'auparavant. Bien sûr, à cause du changement de situation au Liban, nous entamons une phase beaucoup plus politique que militaire... Et nous devons concentrer nos efforts sur l'ennemi principal. Si on regarde tous ces mois de guerre avec un peu de recul, on s'aperçoit que, pour nous, Palestiniens, ces affrontements terribles étaient en fait secondaires : il s'agissait de parer au plus pressé, de défendre notre existence même, et notre indépendance politique comme représentant national du peuple palestinien. De ce point de vue, l'arrêt des hostilités avec les Syriens a été un grand succès, car ils ne sont pas notre principal ennemi...

T.S. : Mais vous avez perdu beaucoup de monde : des militants, et des autres...

M.L. : Oui, nous avons perdu beaucoup de cadres, et aussi des milliers d'habitants de nos camps, notamment à Tal-El-Zaatar, dans certains quartiers de Beyrouth à majorité palestinienne, et ailleurs dans le pays. C'étaient pour la plupart des civils, complètement « innocents » à tous les points de vue. C'est dur, bien sûr, mais il en faudrait beaucoup plus pour nous arrêter. Nous savons que la lutte révolutionnaire est dure et pleine d'obstacles ; et nous sommes toujours prêts au pire. Du point de vue politique, sur le plan arabe et sur la scène internationale, la cause palestinienne est bien vivante ; c'est le cœur du conflit au Moyen-Orient, et tout le monde le reconnaît maintenant. Sans solution juste à cette exigence que nous avons d'exister en tant que nation, il n'y aura jamais de paix. Certains médias occidentaux veulent faire croire que nous ne comptons plus autant qu'avant ; et les forces réactionnaires arabes tentent de nous arracher par des pressions politiques ou diplomatiques ce qu'ils n'ont pu nous retirer par la force.

T.S. : L'accord signé au Caire prévoit le désarmement des diverses parties en présence ; la collecte des armes lourdes se poursuit, et les milices et les unités de l'armée palestinienne sont les plus visées. Cela n'est-il pas dangereux pour votre cause ?

M.L. : La révolution chemine parfois en zigzag ; des concessions peuvent être nécessaires. Ainsi, le Liban n'est pas notre patrie, les Syriens ne sont pas nos ennemis. Les féodaux arabes considèrent que la résistance palestinienne est surtout dangereuse pour les pays arabes. Il faut donc leur expliquer que notre but est simplement le retour en Palestine, que nous ne ferons rien contre eux. Nous ne devons pas perdre de vue le but principal ; alors, nous avons donné quelques armes lourdes à la FFA (Force de frappe arabe) pour montrer notre bonne

volonté envers les autorités du Liban et des pays arabes. Mais notre force militaire est restée intacte : nous sommes assez forts pour nous défendre de nouveau en cas de besoin. Les accords du Caire s'appliquent donc sans trop de problèmes.

T.S. : Certains membres de la commission quadripartite de surveillance ont indiqué récemment que la FFA pourrait avoir à pénétrer dans les camps palestiniens du Liban, pour compléter la collecte des armes lourdes.

M.L. : En vertu de ces mêmes accords, l'OLP a reçu la responsabilité exclusive de l'administration et de la sécurité dans les camps. Ni la FFA, ni les autorités libanaises n'ont donc le droit d'y pénétrer. C'est le seul point qui reste vraiment peu clair : tout dépend des Syriens.

T.S. : Vos alliés de la gauche libanaise — les « Progressistes », se font peu entendre...

M.L. : Notre alliance avec eux reste la même : ils sont nos alliés stratégiques. Nous espérons qu'eux aussi vont pouvoir poursuivre leur lutte avec des moyens politiques, comme avant, et même plus efficacement qu'avant : nous avons tous beaucoup appris dans cette guerre...

T.S. : Avec l'existence du Front du refus, qui regroupe une minorité d'organisations hostiles à la direction actuelle de l'OLP (qu'elle accuse de « brader » la cause palestinienne), la résistance paraît durablement divisée...

M.L. : Nous espérons que ce « Front » comprendra que le « refus » ne doit pas être seulement un mot. Nous, à l'OLP, ne sommes pas du Refus, mais durant vingt mois, nous avons défendu la résistance palestinienne, et « refusé » avec tous et pour

tous le sort que nos adversaires lui promettaient. Les Palestiniens sont tous « refusés » par les Américains et les Sionistes. S'ils « refusent » à l'avance, ceux du « Front », d'aller à Genève, nous disons nous que nous ne sommes pas invités, pas reconnus, que nous sommes tous une nouvelle fois « refusés ». Nos frères du « Front » devraient comprendre le problème dans toute son ampleur, distinguer une phase politique d'une étape militaire, faire la part de la tactique et de la stratégie...

T.S. : Il y a eu à la mi-février des incidents graves au grand camp de Sabra-Chatila, qui abrite 27 000 réfugiés palestiniens dans la banlieue de Beyrouth...

M.L. : Les deux fractions du commandement général ont commencé à se provoquer ; puis le FPLP d'Habache et la Saïka (pro-syrienne) enfin les soldats syriens eux-mêmes, s'en sont mêlés. Nous avons tenté de les calmer. Plus que des différences importantes de « lignes », ces fractions connaissent surtout des problèmes de personnes.

T.S. : Le Conseil national palestinien élargi se tient le 12 mars au Caire. Sur quel thème ?

M.L. : Nous avons étendu d'une centaine de membres la représentation de notre « parlement » qui passe à 268 délégués. Il s'agit que l'ensemble des communautés émigrées en Jordanie (un million de Palestiniens), au Liban (400 000), en Syrie (250 000), dans les pays du Golfe, en Europe, ou aux Etats-Unis, ainsi que le million de compatriotes vivant dans les territoires occupés puissent confirmer leur exigence et leur droit d'établir un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza.

propos recueillis par
Philippe MARIÉLIE ■

Victor Leduc, secrétaire national du PSU, a rendu visite aux réfugiés sarahouis

Notre camarade Victor Leduc s'est rendu, à l'invitation du gouvernement de la République arabe sarahouie démocratique, dans l'ex-Sahara espagnol où il a séjourné du 25 février au 1^{er} mars. Durant les cérémonies qui ont marqué le 1^{er} anniversaire de la fondation de la République, auxquelles participaient de nombreuses délégations étrangères, notre camarade a rappelé que « le PSU s'est forgé dans le soutien à la lutte du peuple algérien pour sa libération, alors que les principales forces françaises de gauche faisaient preuve de complicité ou de passivité à l'égard du colonialisme français ; qu'aujourd'hui il est fidèle à son action anti-impérialiste en apportant son



Photo David Leblé.

appui à la lutte que le Front Polisario mène pour l'indépendance de son peuple.

» Notre solidarité, devait ajouter V. Leduc, doit se manifester de façon concrète. D'abord en luttant contre la « désinformation » qui caricature votre situation et votre lutte, en la présentant souvent comme un mythe ; tous ceux qui sont ici pourront témoigner de l'existence de votre peuple, des souffrances de vos réfugiés, de la réalité de votre combat. Ensuite en dénonçant la responsabilité de notre propre pouvoir réactionnaire dans l'agression dirigée contre votre indépendance : en signant l'accord de Marakech, Giscard fournit abondamment le Maroc en armes offensives et de destruction massive, armes dont le Maroc s'est servi contre vos populations. Enfin, en prenant l'engagement d'exiger d'un gouvernement de gauche, qui peut résulter des prochaines échéances politiques en France, la reconnaissance de votre gouvernement. ■

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	2,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	4,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	2,00
N° 110 Comment battre la droite	4,00
N° 111-12 Militer à l'Université	2,00
N° 113-14-15 Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme	6,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

les armes de la critique

Jacques Kraemer à
Tribune socialiste :

« sauvegarder la magie »

Le Théâtre populaire de Lorraine est venu présenter au théâtre Récamier, à Paris, *Histoires de l'Oncle Jakob* de Jacques Kraemer : une pièce où le douloureux problème des ghettos polonais de la dernière guerre est traité avec poésie et pudeur. Cette réflexion sur l'histoire personnelle et l'Histoire d'un monde devenu assassin nous entraîne vers une réflexion politique grave. Jacques Kraemer a confié à *Tribune socialiste* quelques-unes de ses impressions sur ce que devrait être le « théâtre populaire ».

T.S. : Vous nommez votre théâtre « Théâtre populaire ». Pour arriver à cette dénomination, quel a été votre cheminement ?

Jacques Kraemer : Ce mot de « théâtre populaire » fait partie de ces utopies bien connues, notre théâtre populaire est de même nature que notre engagement politique ; c'est une démarche assez globale. Pour nous politique et théâtre vont, inévitablement, ensemble : il s'agit, dans notre attitude, de préserver au théâtre tout ce qui est l'héritage révolutionnaire.

T.S. : C'est, de votre part, un choix délibéré ?

J.K. : Absolument. Mes débuts d'« homme de théâtre » se sont passés plutôt du côté du Conservatoire, et ont donc été très « classiques ». Si j'ai rompu avec ce style d'aventure théâtrale, c'est que la politique m'a engagé vers une autre voie — donc vers un autre théâtre. Il y a une profonde contradiction entre le théâtre ancien et la perspective de transformation de la société dans un sens révolutionnaire. En face de cette contradiction, il y a le théâtre populaire tel que nous le concevons, c'est-à-dire une façon — voire une tentation — de répondre par le spectacle à un projet de transformation de la société. Par là, je veux dire que le terme de « populaire » est pour nous un projet, une perspective — et une perspective à remettre en question tous les matins.

T.S. : Mais ce théâtre peut-il s'adresser à n'importe quel public ?

J.K. : Absolument. Il est évident que nous cherchons à élargir le public — et en Lorraine nous y arrivons ; mais il est évident aussi que, dans la mesure où nous produisons un « spectacle », ce spectacle s'adresse à tout le monde.

T.S. : Votre démarche est « brechtienne » : comment l'interprétez-vous ?

J.K. : C'est très délicat. Tout d'abord, il ne faut pas perdre de vue le fait que nous jouons en France — et qu'il faut donc adapter la démarche de Brecht à un public français ; de plus, je pense qu'il faut relire Brecht.

Son influence a été énorme, certes, et notamment en ce qui concerne les relations avec le public ; mais elle n'est pas unique. Ce que nous cherchons, avec et grâce à Brecht, c'est une façon de modifier la relation avec le public. Pour ce faire, il faut modifier le théâtre lui-même. De là tout un courant de théâtre expérimental de

recherche dont nous nous réclamons aujourd'hui.

T.S. : Précisément où en êtes-vous aujourd'hui ?

J.K. : Aujourd'hui, nous gardons l'étiquette de « populaire », mais nous révisons ce que peut être l'objectif d'un théâtre de cette sorte. En fait, sa fonction principale n'est peut-être pas la prise de conscience politique par le spectateur. Cette prise de conscience est, bien évidemment à sauvegarder, mais nous nous devons de communiquer nos doutes quant à l'importance de ce but.

T.S. : Votre projet est quelque peu paradoxal : en somme vous voulez ne rien imposer et tout offrir.

J.K. : C'est cela : ne rien imposer et tout offrir. Notre théâtre veut « permettre » au spectateur de se frayer son propre chemin dans le spectacle. Nous demandons au spectateur de faire un effort sur lui-même. De là naîtra une transformation du spectateur. Pas autrement. Lorsqu'on fait du théâtre, ce qui doit être au poste de commande, ce n'est pas votre engagement politique volontariste, mais la question, le doute, l'incertitude. On ne peut pas vivre de credos.

T.S. : Ce serait, d'une certaine façon, un « théâtre d'intervention indirecte » ?

J.K. : Oui. Nous posons les questions graves en sauvegardant la magie, le spectacle : il n'y a donc pas d'intervention directe sur le public. L'intervention vient à travers les images, le mystère... Mais il faut comprendre que cette démarche n'est nullement un nouveau dogme ; c'est simplement une certaine façon de voir dans le contexte historique qui est le nôtre.

T.S. : Vous désirez donc, avant tout, sauvegarder le spectacle. Dans quel but ?

J.K. : Pour un amoureux du théâtre le spectacle n'a pas de « but » à proprement dire. Le théâtre est l'outil de notre transformation puis de la transformation du public ; or, cette transformation se fait par le spectacle.

T.S. : Alors : vive le spectacle ?

J.K. : Oui, « vive » le spectacle qui pourra offrir cette transformation capitale.

propos recueillis par
Fabian GASTELLIER ■

« Nuit d'Or » de Serge Moati le cauchemar du mal aimé

Serge Moati, le réalisateur du *Pain Noir*, s'impose avec *Nuit d'Or*. Ce n'est pas tous les jours que l'on rencontre un premier film qui est un événement. Certes, Moati ne nous était pas inconnu ; ses nombreuses réalisations à la télévision nous avaient fait connaître son talent... Mais il n'est jamais facile de passer du petit au grand écran.

Nuit d'Or est bâti sur un des thèmes préférés de Moati : la réapparition de ceux que l'on croyait morts. A 12 ans, le cinéaste en herbe signait en 8 mm sa première œuvre : *La Revanche du Mal Aimé*. Depuis, l'homme a grandi, et ce que Moati adulte nous donne avec *Nuit d'Or*, est un film profondément cruel où sont mises à bas, une à une, les hypocrisies du monde moderne.

Michel Fournier (Klaus Kinski), assassin présumé d'une jeune fille, allait être arrêté lorsque la police avait retrouvé son corps mort. Première hypocrisie : les représentants de « l'ordre » (Bernard Blier) ont préféré mentir plutôt que d'éclabousser, par les effets violents du scandale, une famille bourgeoise, riche, bien installée et qui avait depuis longtemps renié ce fils au caractère agressif, à la vie cahotique et aux passions douteuses (le jeu, l'argent). Mais Fournier attendait son heure pour revenir parmi ses meurtriers. Etre rejeté, éternel mal aimé des cellules familiales où l'amour ne joue que pour ceux qui en « valent » la peine, Michel le torturé, celui dont le physique inquiétait parce qu'il offrait à ses proches la vision d'une déchéance humaine qu'ils ne refoulaient que grâce à l'argent, Michel ressuscite d'entre les morts, enlève la

fillette de son frère — mais n'est-ce pas la sienne ? — se cloître dans une maison isolée, et attend.

Il n'attend pas la vengeance, l'impunité, ni même la réintégration à l'intérieur de son ancien monde ; il attend les réactions de ses proches. Il



Photo Tribune socialiste

a compris que sa présence, à elle seule, réussirait à faire craquer les masques des protégés de la société. Et Michel voyait juste : son retour fait l'effet d'une bombe. La famille bascule, les bonnes manières sont dynamitées, d'où le climat hystérique, excessif et angoissant jusqu'à l'extrême de ce film-cauchemar qui roule à cent kilomètres heure.

Moati dénonce tout en posant des questions : qu'est-ce que l'identité d'un homme ; quel rapport y a-t-il entre les hommes et les objets familiaux : pourquoi la société fabrique-t-elle des solitudes ? Son regard sur Michel se veut un « regard fraternel » ; et ce regard fraternel, Moati sait bien que la société ne peut l'offrir.

Sur un tempo frénétique qui ne faiblit jamais, nous suivons la courbe descendante d'un être qui ne connaît que le malheur d'exister. Michel Fournier, l'assassin innocent, joue sa dernière carte. Et il la joue avec noblesse, avec ce regard désintéressé qui appartient à la race de ceux qui sont nés pour perdre.

Moati se défend d'avoir fait un film policier. Il a raison. *Nuit d'Or* n'a rien du thriller de série B, mais se rapproche beaucoup de la dramaturgie tragique : saisir les hommes à un moment de crise, les enfermer dans un jeu de miroirs et les laisser s'entredéchirer. Pour réussir cela, il fallait marier habilement fond et forme. C'est fait : images étonnantes, qui coulent, vibrent, brillent... l'esthétique de Moati nous prouve que les leçons de Samuel Fuller (« Cinema is Emotion ») peuvent être mises en pratique.

Avec *Nuit d'Or*, Moati réussit son coup d'essai. On sort du film profondément blessé... c'est, peut-être, comme le pense Moati lui-même, que la vérité, comme la beauté, doit être convulsive.

F.G. ■

points de vue

Nouveau coup dur pour la télé : le printemps qui s'annonce... les oiseaux, les premiers bourgeons, les soirées qui commencent à traîner : cela fait, ma foi, qu'on passe un peu moins de temps à espérer le bon moment, le « scoop », le « clash » sur le petit écran, de débats en journaux, de shows en films ou en dossiers... on ne s'en porte pas plus mal.

Malgré tout, et par hasard, on était vendredi soir sur Antenne 2 où s'entamait le nouveau feuilleton franco-sénégalais : *Fachoda*, qui comportera six épisodes. Il s'agit du récit de l'expédition Marchand qui traversa à la fin du siècle dernier, l'Afrique d'ouest en est jusqu'au delta du Nil.

histoire coloniale

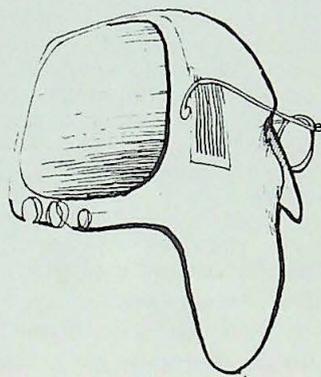
Du coup, assistant à l'entrée en scène de nos nouveaux héros, voyant se préciser les décors, on prend conscience que la France n'a pour ainsi dire rien produit, au cinéma ou à la télévision, sur — à partir de — son histoire coloniale. Rien de comparable avec le foisonnement fabuleux du western américain. Cela dit, si l'on en juge par le prologue, les conventions du genre épique sont respectées au plus près : le personnage central (Marchand, joué par Robert Etcheverry) est le prototype de l'officier pur et dur, tout imbu de sa « mission ». Il est flanqué de l'inévitable baroudeur, indiscipliné, fort en gueule, qui connaît le pays comme sa poche : Mangin, copie conforme du lieutenant Blueberry dessiné par Giraud (si vous voyez ce qu'on veut dire...). Et puis, on a droit au vieux sergent de la Légion, qui se fera sûrement tuer sur place à un moment ou à un autre ; et aussi à l'« éclaireur » indigène...

En face, du côté des « méchants », les parlementaires français valent bien les politiciens véreux de Washington ; de même que les affairistes et trafiquants installés aux colonies n'ont pas l'air plus recommandables que les arnaqueurs de tous poils et les hors-la-loi du Far-West...

Pour l'instant, les quelques Africains entraperçus se partagent les rôles de tirailleurs ou de cireurs de bottes : des ombres qui s'agitent au premier claquement de doigt... Faut voir : tout ce théâtre va s'animer à partir de cette semaine. Quant à la vérité historique, cela semble une autre paire de manches !

« maquisard » en col blanc

Dimanche soir, sur TF 1, après le navet du week-end (encore Lautner ! encore Mireille Darc !), on a pu passer une heure avec Sean Mac Bride, prix Nobel de la paix 1974. Ce vieil Irlandais placide, « maquisard » en col blanc des institutions internationales, répondait aux questions policées de



Jean-Louis Servan-Schreiber sur la torture, l'armement, les prisonniers politiques dans le monde. Au nom d'Amnesty International et de l'ONU, ce tacticien lucide mène sa part du combat par intervention auprès des

gouvernements et des opinions publiques, laissant à d'autres forces d'autres moyens et d'autres fronts.

Et puis, par un beau soir de la semaine passée, plantant là le téléviseur, on est allé se promener. Précisément dans le XIV^e arrondissement de Paris. Il était minuit passé, l'heure des affiches fraîches collées... Or, à l'angle de la rue de l'Ouest et de l'avenue du Maine, un local restait au rez-de-chaussée violemment éclairé. Il s'agit de la permanence chiraquienne du député de la Malène. Nous irons jusqu'à risquer un regard prolongé par dessus les grillages... Surprise ! quelques jeunes gens à la nuque rafraîchie, vêtus dans les tons kaki, s'entraînent en toute quiétude aux arts martiaux (bâtons, matraques japonaises à chaînettes, etc.) sous l'œil intéressé de vétérans plus rassis, genre « beauf » de Cabu.

Nos adolescents virils, dans leurs allures et leurs manières, nous rappellent étonnamment le petit monde qui évolue au Centre Assas (Université de Droit - Paris II). Nous aurons le fin du mot de l'affaire : le GUD (Groupe union-défense) traverse aujourd'hui une grave crise... Chirac en effet a proposé à cette organisation qui rassemble les jeunes du Parti des forces nouvelles de rejoindre son service d'ordre. 70% (cent, deux cents militants fascistes ?) auraient acceptés. Les autres se partagent entre d'Ornano et Le Pen ! Le leader d'extrême droite s'est d'ailleurs fâché et les a traités de « mercenaires ».

De ces petites choses-là, la télé ne parle pas. Ça ferait pourtant de bons sujets.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Horizontalement :

I. Une cause d'insomnie pour Giscard-Ponia (2 mots). II. Ses fonds sont parfois très surprenants - un petit cours. III. Détrôna. IV. Dans le II horizontal, par exemple - dette retournée. V. C'est mettre de l'eau dans son vin - n'est pas hors de portée. VI. Fabrique de cartes (sigle) - souvent tentés. VII. Affirmation fréquente chez Queneau - dans le vent. VIII. Une grande bouche bretonne - un plan (parfois) d'austérité. IX. Le premier - tourne en bourrique. X. Un vrai pied.

Solution du problème n° 16

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	M	O	I	S	E	L	L	E
II	A	V	A	N	T	I	U	L	C	
III	M	O	N	T	E	C	A	R	L	O
IV	N	G	M	U	R	E	L			
V	A	N	E	E	L	O	T	I	T	
VI	T	A	R	P	E	N	T	A	I	
VII	I	B	I	S			E	L		
VIII	O	R	L	E	A	N	S	A	L	
IX	N	I	L	A	N	E	S	S	E	
X	S	O	E	U	R	E	T	T	E	S

Problème n° 17

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement :

1. En pire - faillit rester à l'autel. 2. Lie - une force - préfixe. 3. Plutôt entortillé. 4. N'ont pas de cœur - refuge pour rentiers. 5. Un coup de Pinsseau sur un Canard - il se hâte avec lenteur. 6. En voilà des manœuvres ! 7. Beaucoup - une chose chez les Romains. 8. Complète souvent le II horizontal. 9. Les onze mille vierges ! 10. Un cadeau fréquent du IX horizontal - où certain puceron prend son pied !

sélection TV

Samedi 12 mars à 19 h 25 sur France-Culture : L'archéologie industrielle, une série de dix émissions pour étudier les vestiges matériels de la révolution industrielle.

Cette émission, la deuxième, traitera de l'industrie textile en Belgique : le coton à Gand, la laine à Verviers, le lin à Courtrai.

A 20 h 30 sur FR 3 un film : *Délicate balance*. Réalisation de Tony Richardson.

Dimanche 13 mars, sur toutes les chaînes de télé et de radio : résultats du premier tour des municipales avec peut-être la participation aux débats de camarades du PSU.

Lundi 14 mars à 20 h sur France-Culture : *Naaaiiaah !* Pièce radiophonique d'un auteur quebecquois ; une vision personnelle du drame humain que soustend le problème du colonialisme.

A 20 h 30 sur FR 3, film : *Grand prix* de John Frankhenheimer. Très belles courses de voitures pour ceux qui aiment.

A 21 h 55 : documentaire : *Luchino Visconti ou la puissance d'être* de Michel Random. Un portrait intérieur ; un rappel de ses quatorze films, un ensemble de témoignages de ses collaborateurs.

Mardi 15 mars à 18 h sur A 2 : *Fenêtre sur... Le Tassili*, civilisation et histoire. Les gravures et les peintures rupestres d'une des plus anciennes civilisations du nord de l'Afrique.

A 20 h 05 sur France-Culture : *Dialogues* de Roger Pillaudin « L'enlèvement d'Europe ». Quel avenir et quel présent pour l'Europe ?

A 22 h 10 sur TF 1 : *Le monde des peintres naïfs*. Les naïfs d'Amérique du nord.

Mercredi 16 mars à 20 h 30 sur FR 3 : *La chatte sur un toit brûlant*. Réalisation Richard Brooks d'après la pièce de Tennessee Williams.

A 21 h 10 sur TF 1 : *Sur les traces d'Ulysse*. Ce document de la chaîne TV américaine CBS retrace la plus grande aventure humaine, l'Odyssée. L'explorateur anglais Bradfort en suivant les phrases mêmes d'Homère a reconstruit le voyage d'Ulysse à travers la Méditerranée.

Jeudi 17 mars à 22 h 30 sur TF 1, *Arcana* : connaissance de la musique. Les musiques mécaniques, les musiques qui jouent toutes seules, deux émissions, une jeudi, une vendredi, même heure.

Vendredi 18 mars à 20 h 30 sur FR 3 : de quoi avons-nous peur ? *L'agression*. Réalisation Patrick Le Gall. La sécurité des Français : une psychose de peur envahit les Français, ce sentiment d'insécurité correspond-il à une réalité ou non ? Reportage dans un grand ensemble, ville nouvelle d'Evry ; l'armement des civils et ses conséquences ; l'attitude de la police ; les solutions et les responsabilités : quelles sont celles de la société et celles des individus. Le rôle des media. L'émission réussira-t-elle à se démarquer des positions officielles ?

A 21 h 30 *Igloolik* ou la planète esquimaude.

A 22 h 47 sur Antenne 2 ciné-club : *La belle de New-York*. Comédie musicale de Charles Walters avec Fred Astaire. Pour les amateurs... ■

on savait pas, maintenant on sait

Après avoir lu l'encadré publié par la rédaction (TS n° 731) à propos du film de Daniel Schmid, *l'Ombre des anges*, j'ai éprouvé le besoin de relire l'article que F. Gastellier lui avait consacré dans le n° 728. Faut-il l'avouer ? J'ai eu la très nette impression que la rédaction et moi n'avions pas lu le même article. En effet, Fabian y soulignait que Daniel Schmid a « une façon d'envisager le cinéma qui peut rebuter », que son « film est difficile », que « son œuvre est multiple et peut se lire à bien des niveaux ».

Or rien, dans ces termes — ni d'ailleurs dans l'analyse qui était proposée — ne suggérait l'ambiguïté. A aucun moment, il n'était mentionné, ni même envisagé que ce film « puisse prêter à confusion »... Ce que la rédaction admet actuellement.

Qui plus est, il est explicitement écrit — je cite : « On a reproché au film d'être antisémite : c'est n'y avoir rien compris. » La sentence est tombée ! quelle suffisance ! N'est-ce pas là un « ton terroriste qui a de quoi déconcerter » ?

Cette affirmation pour le moins péremptoire ne diffère-t-elle pas profondément de ce que la rédaction reconnaît aujourd'hui ? Ce « respect du lecteur » n'impliquait-il pas la reconnaissance de cette divergence ?

Occulter l'autocritique ne saurait rendre plus efficaces « les armes de la critique » (tel est l'intitulé de la rubrique cinéma dans TS).

Quoi qu'on puisse penser de la réponse de C. Lanzmann à G. Deleuze, elle aura du moins eu le mérite de faire prendre conscience à TS, au n° 731, de ce qu'il ignorait au n° 728.

Philippe BOUKARA ■

Et pan ! pour la rédaction laquelle croyait — naïvement si l'on en croit Philippe — avoir apporté une mise au point qui prenait acte de la polémique déclenchée par le film. Nous ne renverrons pas dos à dos les opinions contradictoires suscitées par l'œuvre de Schmid, mais un peu quand même... ■

à Marseille même les morts font la queue

Je ne sais si pour un journal comme *Tribune socialiste* ce que j'ai à vous dire peut être pris au sérieux. La semaine dernière nous avons perdu un membre de notre famille, qui fut enterré au cimetière Saint-Pierre à Marseille. C'est la première fois que je me rends compte que « les morts doivent faire la queue pour être enterrés ». Oui, nous avons attendu une heure dans une allée exposée en plein Mistral, que l'équipe de fossoyeurs soient libre. « Chacun son tour », nous a-t-on dit. Car il n'y a qu'une équipe de fossoyeurs... Et encore nous avons eu de la chance car, ce jour-là, tous les enterrements se sont passés en un temps record. Habituellement, il faut attendre deux, trois et même quatre heures.

Je me demande si M. Gaston Defferre est au courant de cet état de chose. Il est vrai que dans une ville aussi importante que celle de Mar-



« concours photo »

Avec un envoi de vingt photos, Jean Brochier inaugure le concours de *Tribune socialiste*. Une bouffée d'humour qui fait du bien, mais aussi de très belles images tendres ou qui figent le quotidien avec force. Nous espérons que ce dialogue en images avec votre journal va continuer...



seille il est difficile d'être au courant de tout. Mais, pour un maire qui, au moment des municipales, se targue à grand fracas d'affiches, d'avoir percé un tunnel sous le vieux port et de creuser des galeries où circulera un métro — les administrés savent à quel prix ! — je dois dire que laisser les morts à l'air libre comme les immondices de la ville au beau milieu de la Craux, cela ne fait pas sérieux. Simples constatations.

F. BARATELLI ■

Tribune socialiste — France-Soir même combat !

Incroyable ! On peut se demander si C.M. Vadrot a relu son article dans TS n° 731 : « Les écologistes aux municipales » et même si quelqu'un l'a lu avant de l'imprimer.

En effet, comment peut-on écrire : « Cette radicalisation du mouvement écologique politique apparaît comme irréversible, les vieilles associations traditionnelles... se trouvent dans l'obligation de parler plus haut... et de prononcer des jugements qui ressemblent parfois, ô horreur, à de la politique. »

Et quelques lignes plus loin : « de formation récente... les défenseurs de la nature viennent d'amorcer une sorte de dérive qui peut remettre en question tout l'acquis des dernières années. »

Qui ne voit ici l'antithèse de ce qui a été, avant, affirmé avec une désinvolture stupéfiante !

Cela dit, je crois comprendre le refus de désistement des écologistes, je pense même que leur position est très intéressante sur le plan stratégique ; mais peut-être n'ai-je pas tous les éléments d'information dont vous disposez ; alors, de grâce, donnez-les ! S'il y a des problèmes quant à la composition de « Paris-écologie », faites un dossier. Expliquez en quoi les associations « Droit des piétons », « SOS Paris », etc. posent problème, qui sont ces gens et surtout quelle est leur évolution.

Il est très désagréable pour le lecteur que je suis de se sentir traité par TS comme un lecteur de *France-soir* car, que l'on ne s'y trompe pas, il n'y a pas de différence de nature dans la sous-information.

Gérard MORLAT ■

Oh oui qu'il a été relu ce papier, et plutôt deux fois qu'une. Cela dit je ne me contredis pas ! La radicalisation c'est ce qui a amené les « Amis de la Terre » jusqu'en 1977, c'est-à-dire, pour résumer, à la revendication autogestionnaire et politique. La dérive c'est ce que l'on peut craindre après des alliances qui permettent aux réformistes de se parer des plumes des progressistes. Je précise ma pensée pour répondre à la dernière question : « Les droits des piétons », la « Fédération des usagers des transports », « SOS Paris », ce sont des gens qui n'aiment pas le mot politique. Comme par hasard, ce sont eux qui feront le meilleur score à Paris dans le premier secteur. Pour ce qui est de la comparaison avec *France-soir*, je n'ai pas l'impression d'avoir sous-informé les lecteurs de TS dans la place réservée à l'écologie...

C.M. VADROT ■